

DOSSIER NICARAGUA

Un peuple en lutte et en armes

L'Internationale

Mensuel • 10 F

N° 8 • Juin 1984

Une seule libération : la guerre de classe



Aujourd'hui, les Etats européens, leurs appareils de propagande, veulent encore une fois nous présenter le capital comme une force de libération. Leur démocratie bourgeoise comme une alternative à la barbarie. Reagan est fêté en libérateur, lui qui s'y connaît en matière de débarquements. Nous n'avons pas oublié la Grenade le plus récent dans une longue liste qui va du débarquement de la Baie des Cochons à ceux que préparent les Usa au Nicaragua ou dans les forêts de la RDA.

Ce qui n'a pas dit dans cette mascarade sinistre c'est que le 6 juin 1944 n'a pas détruit l'essence du nazisme le mode de production capitaliste mais qu'intervenant au moment où l'Armée Rouge avançait vers l'Ouest, il s'agissait de la stopper le plus vite possible. De même qu'il fallait arrêter le développement des organisations composées de communistes de toutes nations appartenant à la Résistance luttant en France. Il ne fallait pas que des peuples continuent à se libérer eux-mêmes comme le peuple yougoslave ou les partisans grecs que l'impérialisme occidental a écrasé en 1946. Le 6 juin 1944 n'est pas la fin de la barbarie mais le début d'une phase nouvelle de développement du capital sous la domination des USA. Ce n'est pas un hasard si le potentiel industriel allemand n'a pas été touché par les bombardements alliés mais si au contraire et délibérément de grandes concentrations ouvrières ont été rasées comme à Dresde ou comme un an plus tard Nagasaki et Hiroshima faisant des centaines de milliers de morts civils essentiellement ouvriers.

Aujourd'hui l'impérialisme dominé par les USA menace directement tous les peuples, c'est ce que nous voulons démontrer par la première partie du dossier Nicaragua, ainsi que par la publication de documents secrets de l'Otan.

Les autres textes de ce numéro et en particulier celui des Brigades rouges pour la construction du parti communiste combattant, témoignent de la seule voie possible de libération : l'organisation internationale — politique et militaire — de la classe ouvrière, contre la restructuration, contre la guerre, dans le processus prolongé de destruction définitive de la classe des capitalistes.

Sur tous les fronts — aussi en prison où la lutte continue — partout : **pour le communisme.** □

L'Internationale

DOCUMENT

Des ouvriers de Cleon

Soutien total
à nos camarades sidérurgistes
et à tous ceux et celles qui luttent
pour survivre !
Contre les exploitateurs
et leurs laquais...
SUBVERSION !



Mois d'avril chaud en Lorraine et ailleurs, où nos camarades sidérurgistes, de la Navale et autre, se battent d'une façon exemplaire pour s'opposer et refuser les licenciements en masse. « suppression d'emplois prévus dans le cadre de la restructuration industrielle. » La légitime riposte ouvrière ne s'est pas faite attendre. **Qu'on en juge :**

- A Longwy le copieux menu est le suivant :
- Incendie d'un château Sacilor. Il faut l'inscrire dans la rubrique chef-d'œuvre en péril ;
- Banques détruites, le « gang des postiches » est passé par là ;
- Saccage des bastions de la misère : Perceptions, ANPE, ASSEDEC, etc.
- Saccage du local du parti socialiste, Etat bourgeois ;
- Les quotidiennes bagarres avec les forces de répression ;
- Commissariat de Longwy assiégé, nous en passons, bien entendu, bien d'autres...

Aux quatre coins de l'Hexagone, monte de plus en plus la colère des travailleurs. La rue est le théâtre de dures actions contre le pouvoir et le patronat. Nos camarades en lutte mangent du bourgeois et du flic à la carte. Comme entrée à Marseille les enragés d'Ugine-Fos ont envahi la Cannebière à Deferre après avoir déversé des rouleaux de ferrailles, arraché des parcmètres. C'est pas gentil pour Gastounet.

Au centre-ville de Dunkerque, les forces de l'ordre ont été aspergées durant des heures de bouillons, de cailloux, etc., par des ouvriers d'Usinor. Ce plat de résistance n'a sans aucun doute pas été apprécié par les agents du gouvernement.

A Dubigeon, Nantes (entreprise de la Navale menacée de fermeture) : même blues, assiettes moins remplies, mais de qualité...

A CDEN, Mondeville, les élus de la droite qui ont eu l'audace de manifester pour soutenir on ne sait trop qui, sans doute leur portefeuille, n'ont pas digéré d'être arrosés au plâtre à la mode de Caen.

A Paris, si nous avons été privés de dessert, il faut surtout le mettre au compte des directions syndicales véreuses. Service d'ordre musclé, itinéraire de déléstage *Bison Futé*, entente Préfecture/organisateur. Tout cela afin d'empêcher que la Marche des sidérurgistes ne se termine en affrontement avec les flics en ne vienne troubler la digestion des ministres parasites de notre société. La Bastille n'aura pas connu un joli feu d'artifice. Malgré cet accroc, le mois de mai pourrait être torride et, déjà, à Vireux (usine de la Chiers), le deuxième round a commencé, et d'une façon aussi violente que partout ailleurs. Le Bunker du sous-directeur de l'usine Chiers a été incendiée en partie. De nouveau, la ville de Vireux a connu l'état de siège par les flics.

Les sidérurgistes continuent de se mobiliser afin de se préparer à de nouveaux combats contre le capital. C'est le début de ce que l'on pourrait présager comme une explosion des plus défavorisés et des laissés-pour-compte de la société capitaliste.

Nous n'avons jamais eu à espérer de ces régimes pourris et de leurs promesses bidons. Pour nous, prolétaires exploités, assassinés dans les lieux d'exploitations capitalistes ou dans la rue, une seule issue nous reste : la révolution !

Quant aux dirigeants et aux opportunistes de tout poil, on vous crache à la gueule. Si pesonne n'ose dire qu'il faut renverser et éliminer le capital, encore une fois nous le répétons, nous persistons et nous signons.

Pour une société sans classes, les patrons aux cimetières, le pouvoir aux travailleurs !

Une seule classe ouvrière, un même combat contre le capital : Ecrasons-le !

Autonomie et offensive !

1^{er} mai : solidarité avec tous les exploités et emprisonnés du monde entier luttant et mourant pour la liberté et au renversement du capital, à l'Ouest et à l'Est. □

Les Enragés de la chaîne Renault Cléon

En solidarité avec les occupants du consulat de Cologne

L'expert économique turc — aujourd'hui Premier ministre — T. Ozal était déjà responsable, dès avant 1980, de l'appauvrissement des peuples turcs. En dehors des liens étroits existant entre la Turquie et l'OTAN, de sa fonction comme flanc sud-est de l'OTAN, il était nécessaire de lier plus étroitement l'économie turque à l'alliance économique occidentale, et donc de maintenir la Turquie dans un état de pays-néo-colonisé.

Pour battre le soulèvement populaire, l'OTAN a choisi en automne 1980 la violence ouverte : par le putsch.

Les arrestations en masse d'antifascistes et de révolutionnaires étaient à l'ordre du jour. Et l'OTAN assassine et torture aujourd'hui encore en Turquie.

Les prisonniers révolutionnaires et antifascistes ont organisé dans les prisons turques, depuis 1980, plusieurs grèves de la faim, auxquelles plusieurs centaines de prisonniers ont participé. Le combat des prisonniers turcs et kurdes est dirigé contre la torture, le meurtre et les conditions de détention dans les prisons militaires, contre l'isolement dans les QHS conçus par l'OTAN.

Les camarades turcs et kurdes nous apprennent que l'identité des prisonniers, le combat des prisonniers est l'espoir du peuple.

L'avant-garde des prisonniers doit donc disparaître dans les quartiers d'isolement. C'est-à-dire qu'il faut isoler les organisateurs de la résistance des autres prisonniers, pour pouvoir juguler la résistance dans les prisons. Ainsi une grève de la fin à la mi-82 était dirigée contre le référendum et le choix du fasciste Evren comme Président de la République. Son élection fut imposée par des mesures policières et militaires. Et le fascisme turc fut ainsi légalisé.

La volonté de l'Alliance occidentale de faire de la Turquie une base pour le Proche-Orient aux côtés d'Israël commence par l'installation de cette démocratie atlantiste.

La résistance n'a cependant pas pu être liquidée, la résistance vit.

En occupant le consulat de Turquie à Cologne, en novembre 1982, au moment du référendum en Turquie, 10 sympathisants de *Dev Sol* se sont adressés à l'opinion publique mondiale. Par leur action, ces camarades ont renforcé la conscience de l'existence de la terreur fasciste de la junte militaire. Ils ont ainsi manifesté de manière militaire leur résistance à la junte fasciste américaine. Ils ont donné une nouvelle dimension politique. Ils ont démontré clairement que l'émigration politique ne doit pas signifier l'incapacité politique d'agir et ont donné à ceux qui sont torturés dans les prisons un nouvel espoir et une nouvelle force pour continuer leur résistance. Les occupants du consulat ont poursuivi cette offensive politique lors de leur procès, en montrant à l'opinion publique les buts de leur action et la nécessité d'une politique révolutionnaire, et en exigeant, dans leur déclaration, leur regroupement.

- la grève de la faim commencée en février 1984 par les prisonniers turcs et kurdes dans les prisons militaires d'Istanbul, d'Ankara, de Hastal et de Di-jarbakir ;

- la protestation courageuse des parents des prisonniers en Turquie ;

- l'occupation du consulat de Cologne elle-même et la conduite offensive de leur procès par les camarades turcs ;

- la solidarité active des personnes assistant au procès, Turcs et Allemands...

L'ensemble de ces différentes forces à la base a entraîné, pour l'alliance atlantiste, des difficultés de légitimation concernant la démocratisation en Turquie.

Récemment, le Tribunal de Cologne a prononcé un verdict de quatre ans et quatre ans et demi de prison. Le jugement, plus encore que ses attendus, est caractéristique de la justice et montre le chauvinisme métropolitain qui se manifeste sous la pression de l'opinion publique, c'est-à-dire des volontés impérialistes de domination hégémonique.



Démocrates, antifascistes, anti-impérialistes et révolutionnaires, nous ne pouvons nous réjouir et ne parler que d'une « faible » peine prononcée contre nos camarades qui sont privés de leur liberté pour quatre ans, quatre ans et demi. Ni eux ni nous ne pouvons l'accepter. Nous ne nous contentons pas de formules ambiguës encensant les motivations louables des occupants du consulat (dixit le Tribunal de Cologne). Poursuites, tortures, meurtres, exécutions continuent et notre réponse ne peut être que :

- le combat contre l'impérialisme et l'exploitation continu ;
- combattre jusqu'à la libération ;
- empêcher l'extradition et combattre pour le regroupement, c'est un seul et même combat ;
- solidarité de tous les révolutionnaires dans les quartiers d'isolement de l'OTAN.

Après le procès, les dix camarades ont été transférés dans les différentes prisons de Rhénanie-Wesphalie, comme avant le procès. Ils sont totalement isolés les uns des autres. Contre des camarades qui avaient eu une attitude active lors du procès, le droit de visite a été suspendu. □

Combattons ensemble pour le regroupement des occupants du consulat et pour le regroupement des prisonniers de la RAF et de la Résistance !
Combattons avec les prisonniers !

Abonnements

Abonnez-vous à *L'Internationale*

10 numéros : 75 F

Abonnements de soutien : 300 F et plus...

nom

adresse

abonnement ordinaire de soutien

règlement ci-joint de

Cet abonnement prend effet à partir du n° inclus

L'Internationale est en vente dans les kiosques.

L'Internationale

• 6, rue de la Reine Blanche. 75013 Paris.
Tél. : 337.63.52.
• Directeur de la publication : Laurent Louessard.
• Commission paritaire : 65607.
• Imprimerie Rotofset (Meaux).

Abonnement (10 numéros) : 75 F
Abonnement de soutien : à partir de 300 F
Chèque ou mandat à l'ordre de « L'Internationale ».

*Brigades rouges
pour la construction
du Parti communiste combattant*

Les luttes de la classe ouvrière et la situation politique générale italienne (II)

Nous terminons ici la publication intégrale de l'important document des Brigades rouges pour la construction du Parti communiste combattant, que nous avons commencé dans notre numéro précédent en publiant les deux premiers chapitres. Consacrés à « La phase deux de la manœuvre de politique économique du gouvernement Craxi, le coût du travail et la riposte ouvrière » et à « la signification politique de la lutte de la classe ouvrière contre le gouvernement et son "décret-

escroquerie" », ceux-ci s'étaient conclus par « les perspectives pour l'organisation de classe » proposées par les camarades des Br.

Dans ce troisième et dernier chapitre, ils analysent la situation politique italienne d'ensemble et déterminent les tâches nationales et internationales des militants communistes et des avant-gardes de lutte du prolétariat. □

Chapitre troisième

La situation politique générale italienne et les tâches du prolétariat

1. Aperçus sur la crise capitaliste actuelle

Depuis plus d'une décennie persiste dans le monde capitaliste la plus profonde crise économique que les sociétés industrielles aient connu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. De brefs et éphémères interludes d'expansion n'ont pas rompu l'unité de fond d'une période historique marquée par la crise générale du mode de production capitaliste : la crise des formes d'accumulation recouvertes par le capital à une échelle internationale au cours des quarante dernières années a investi, même avec des intensités différentes, chaque secteur productif et chaque nation¹. Les effets de cette crise se sont manifestés dans les plus différents domaines de la société : de la sphère politique à la sphère militaire, de l'idéologie à la religion, chaque terrain a considérablement ressenti des contradictions qui se sont ouvertes dans la base économique. Chaque activité d'une quelconque importance sociale a dû se mesurer avec les étroites marges de mouvement établies par la récession généralisée de la production capitaliste.

Bien sûr, des crises de ces proportions ont déjà été dépassées par le capitalisme. Mais elles l'ont été au prix d'énormes destructions de force productive sociale, de grands partages de marchés nationaux et de sauts effrayants dans le processus de développement de la concentration et de la centralisation du capital. Dans l'Histoire, *telle qu'elle s'est réellement déroulée*², le moment décisif, le lieu concret où s'est condensée la poussée objective et propre au mode de production capitaliste à dépasser les contradictions (en les déplaçant, pour ainsi dire, plus loin), est constitué par la guerre directe entre les impérialismes, qui a permis et permet encore de boulever-

ser complètement l'ordre économique, politique et social précédant en jetant dans le même temps les bases structurelles d'un nouveau cycle d'expansion.

La guerre impérialiste est, naturellement, le résultat matériel qui naît de la rencontre contemporaine de nombreux intérêts et de nombreuses tendances, contingentes et nécessaires. Les grands groupes monopolistes et financiers, dans leur compétition, pèsent sur les Etats nationaux pour influencer de manière décisive les choix gouvernementaux et trouvent souffle et nouvelles perspectives dans la production guerrière, en se liant étroitement aux castes militaires. Les classes politiques se font progressivement sensibles à ces appels, en développant leurs activités en direction d'une plus grande agressivité, tant sur le terrain intérieur que sur le terrain extérieur. Il se crée un climat idéologique et culturel empreint de chauvinisme, de culte du militarisme et de l'usage résolutif de la force. La crise morale de la société bourgeoise atteint ses pointes les plus avancées.

Tous ces éléments, qui se superposent entre eux en s'influençant réciproquement, concourent à déterminer la situation dans laquelle, occasionnellement, se produit le *casus belli*. Mais ce dernier, justement, n'est que l'accident inévitable qui permet le bouleversement total des contradictions sociales qu'ils contiennent. En somme, **à la base de la compétition entre les nations, il y a le contenu antagoniste des relations sociales capitalistes ; c'est la crise générale du mode de production capitaliste qui génère la guerre.**

Les principales caractéristiques du scénario international actuel confirment ce point de vue. La restructuration générale des économies des pays capitalistes avancés s'accompagne d'une nette définition dans un sens agressif et réactionnaire des orientations politiques de la bourgeoisie. Les millions de licenciements, le développement de la tech-

nologie et l'intensification de l'exploitation marchent du même pas que les choix politiques de plus en plus dangereux, avec des confrontations militaires répétées dans diverses régions du globe qui rapprochent peu à peu l'affrontement direct entre impérialismes. La politique économique et la politique extérieure des Usa de Reagan ne sont, de ce point de vue, que le côté le plus évident d'un **processus global** qui, sous des formes spécifiques et conformes aux situations nationales particulières, **intéresse tout le monde capitaliste avancé.**

C'est donc de ces tendances globales qu'il faut tenir compte si l'on veut commencer un quelconque discours sur la situation politique générale italienne.

2. La situation italienne

La grande bourgeoisie de notre pays, la **bourgeoisie impérialiste** de chez nous, est désormais consciente depuis longtemps de la nécessité d'imprimer de très nets tournants au cours général de la société italienne. C'est là un besoin que la classe dominante commence à ressentir de manière aiguë à la suite des luttes ouvrières et prolétaires de 68/69, et qui croît et se renforce dans la conscience bourgeoise au cours des années 70, qui sont marquées par l'approfondissement de la crise du modèle de développement économique spécifiquement italien et par le surgissement contemporain d'un puissant mouvement prolétarien, dont la pointe la plus avancée est constituée par l'existence d'un véritable **mouvement révolutionnaire armé**. L'Italie perd alors à vue d'œil la position internationale qu'elle s'était laborieusement reconquise dans l'immédiat après-guerre : dans un monde profondément marqué par le bipolarisme Usa-Urss et, dans le camp occidental, par les soi-disant « *locomotives* » (Usa et Rfa), l'instable réalité de notre pays se trouve irrésistiblement ren-

voyée aux marges du cercle des décisions stratégiques et d'un déjà difficile développement économique.

La possibilité d'invertir cette tendance s'avère fondamentalement impraticable, pour la bourgeoisie, durant tout le cours des années 70 : la faiblesse intrinsèque de l'économie italienne (plus que les autres sujette aux fluctuations des cycles internationaux) et un cadre politique très particulier, invétérablement fractionné et instable, ne permettent pas de réponses **d'une certaine généralité**³ à une situation sociale perçue comme très dangereuse par les classes dirigeantes. L'unique tentative sérieuse de résoudre la « *question italienne* », celle de la cooptation du Pci dans la majorité gouvernementale avec la fonction de contrôler les masses, sort de l'Histoire en même temps que son principal créateur et artisan : entre le 16 mars et le 9 mai 1978, **les Brigades rouges capturent et exécutent Aldo Moro, assénant ainsi le coup politique décisif à ce projet totalisant de fermeture des espaces d'opposition sociale qui avait déjà suscité un ample mouvement de protestation prolétarienne, qui culmine dans les luttes de masses de 1977.**

Toutefois, l'aggravation progressive de la crise économique nationale et internationale et la détérioration des relations entre les Etats sur le champ mondial engendrent dans la bourgeoisie italienne une intolérance de plus en plus accentuée à l'égard d'une situation dans laquelle les rapports de force globaux entre les classes ne permettent pas une gestion de la société, et en premier lieu de l'économie, qui convienne aux règles rigides imposées par la crise capitaliste. Cependant, toute une série d'expériences économiques, politiques, répressives, accumulées jusque là de manière fragmentaire ou épisodique, subissent, au début des années 80, une sensible accélération, déterminant ainsi une réunification objective et générale des plus im-

portants secteurs bourgeois sur des lignes de politique intérieure et extérieure franchement réactionnaires et antiprolétaires.

Les forces révolutionnaires, et surtout les Organisations communistes combattantes, se présentent impréparées à ce crucial rendez-vous : le début des années 80 les trouve fondamentalement incapables d'accomplir le saut de la jeunesse à la maturité politique, et toutes les contradictions théoriques et pratiques irrésolues durant toute une phase explosent de manière destructrice⁴.

La Fiat de Giovanni Agnelli, comme d'habitude, donne le la aux démanagements de revanche patronales en expédiant 24 000 lettres de licenciements (préparées par les désormais fameux 61 licenciements politiques de 1979) aux ouvriers de l'entreprise turinoise. C'est le début d'une brusque accélération dans le processus, déjà commencé depuis longtemps, de la restructuration industrielle. Tout le capital italien, privé et d'Etat, s'engage dans une entreprise — qui n'est pas encore conclue — dont l'objectif est un énorme saut de composition organique et dont la condition est représentée, en termes pratiques, par des centaines de milliers de licenciements, par la mutation totale de l'organisation du travail dans l'usine afin d'augmenter démesurément l'exploitation.

Sur le terrain politique, traditionnellement somnolent, certaines choses sont sensiblement modifiées : le Psi de Bettino Craxi, parvenu à la fin du processus de libération du populisme nennin et demartinien [du nom de deux dirigeants socialistes « historiques », Nenni et De Martini, Ndt], se révèle être un agile et moderne parti bourgeois, enclin à épouser quelques-unes des orientations politiques prévalant dans la grande bourgeoisie. Giovanni Spadolini, dans le Pri, développe de manière explicite et désinvolte les bases révolutionnaires du lamal-fisme [il s'agit du dirigeant républicain La Malfa, Ndt], en se proposant comme l'« alter ego » chez nous de Reagan et Thatcher. La Dc, après un interminable travail d'accouchement qui dure depuis le 16 mars 1978 [date d'intronisation et contemporainement de décès de l'« unité nationale », du fait de l'enlèvement simultané d'Aldo Moro par les Br, Ndt], trouve finalement une fragile et relative unité sous la direction de De Mita, qui la rive avec une inopinée résolution au char des grands groupes monopolistes et financiers.

Du côté opposé — si l'on peut dire ! — les révisionnistes perdent toute perspective d'engagement gouvernemental, en se limitant à une hypocrite proposition, l'« alternative démocratique », qui ne les empêchera de toutes manières pas de se rendre disponibles à un quelconque compromis pour obtenir quelques miettes de ministère. En bref, un cadre politique se compose qui, même dans les soubresauts propres à une classe politique escroc, privée du soi-disant « sens de l'Etat » et disposée à toutes sortes d'intrigues pour se taquiner en son sein, permet d'opérer des tournants importants et qui ne peuvent plus être différés sur le terrain politique et de mettre à l'ordre du jour des questions du genre de la réforme des Institutions, de la réduction du coût du travail à travers une nette réduction de l'échelle mobile, de la réforme de structure du salaire, de l'installation des missiles nucléaires de l'Otan sur notre territoire et de l'engagement dans deux missions militaires au Moyen-Orient hors de l'égide de l'Onu.

L'accélération du mouvement de la sphère économique et politique permet de graduels aménagements dans un sens réactionnaire sur les terrains les plus divers des relations sociales. Sous la direction de Lagorio [membre du Psi et farouche atlantiste, Ndt] au ministère de la Défense, commence une aussi grotesque qu'éloquente revalorisation des militaires, et en premier lieu des Carabi-



niers. Forlani (qui était alors Président du Conseil) en vient à définir les Carabinieri comme « la meilleure partie de la nation », admettant ainsi implicitement que l'Italie est une République fondée... sur les sbires ! A quoi sert toute cette fanfare, à quoi servent les Dalla Chiesa, les Cappuzzo et maintenant les Angioni [hauts responsables d'Etat-major italiens, Ndt] est vite dit : l'Italie est en train de se conquérir « un nouveau rôle dans l'Otan et en Méditerranée » au prix d'un protagonisme scélérat dans les milieux atlantiques, de sonantes augmentations des dépenses militaires et d'une politique extérieure indécentement soumise aux volontés des Usa.

Le monde de la soi-disant « culture », comme de bien entendu, se fait rapidement l'interprète du nouveau cours des choses, abandonnant joyeusement en bloc jusqu'aux derniers souvenirs de positions pseudo-marxistes déjà ambiguës. De misérables « parcours intellectuels » s'achèvent ; la énième, exténuante, « crise du marxisme » explose : l'ensemble de l'intelligentzia professionnelle italienne est parcourue d'un sincère frisson réactionnaire et individualiste. L'intérêt des moyens de communication de masse suit, docile, la même parabole. Wojtyla, le pape de l'Otan, offre au monde quelques-unes des plus remarquables mises en scène en matière de religion : s'employant tout entier à marcher continuellement sur les pieds de Jaruzelsky, le « successeur de Pierre » ne dédaigne pas avoir pour hôte à son couronnement le général Videla, assassin de dizaines de milliers d'Argentins et, lors d'un voyage resté tristement fameux, serre chaleureusement les mains des cruels tyrans d'Amérique centrale, en réprimandant en même temps le sentiment démocratique populaire nicaraguayen.

Sur le front de la répression interne, les sbires et les magistrats ne perdent pas de temps : les « repentis », c'est-à-dire les traîtres soudoyés, permettent des campagnes d'arrestations de masse qui,

en un peu plus de deux ans, mèneront en prison quelques milliers de militants communistes et d'avant-gardes prolétaires. 1982 marquera aussi le début de l'usage systématique et programmé de la torture dans les interrogatoires de police, tandis que dans les prisons de haute sécurité est appliqué le tristement célèbre article 90*. Cet énorme « nettoyage », entre autres choses, bouleverse complètement la conformation du droit pénal italien, en le modifiant structurellement dans un sens de corruption et, a priori, punitif.

Bien entendu, il ne s'agit pas ici d'un mouvement unique et concerté jusque dans ses plus infimes détails par quelque « intelligence supérieure ». En réalité, ces modifications critiques de la société italienne n'interviennent pas de manière plane et linéaire, mais résultent de l'affrontement et de la rencontre d'intérêts multiples, capables de trouver parfois des points de convergence concrète et, par conséquent, médiée. De plus, tout cela se trouve brisé, interrompu, proportionné à l'existence d'un fort mouvement prolétarien qui, malgré les défaites subies et les grilles qui lui sont imposées par les représentations institutionnelles, n'a pas l'intention de courber l'échine face à l'arrogance bourgeoise retrouvée.

Il en résulte donc un processus fortement contradictoire, intimement marqué par les particularités italiennes et, surtout, à l'issue incertaine. En substance, le mouvement global d'une société est toujours et de toute façon déterminé par la lutte de classe : par la lutte entre les différentes fractions d'une même classe et, avant tout, par la lutte entre les deux principales classes en lesquelles se

* L'article 90 prévoit, en cas de « graves et exceptionnels motifs d'ordre et de sécurité », l'application « temporaire », « sur une période strictement nécessaire », de la suspension des droits des prisonniers détenus dans les prisons spéciales et dans les quartiers de sécurité des autres prisons. Mais il est systématiquement appliqué depuis le début 1982 et renouvelé à chaque échéance, dans le plus total arbitraire.

divise la société elle-même. Mais, perdre de vue le sens concret d'une telle, fondamentale, assertion mène tout droit sur le terrain d'une conception métaphysique et, en soi, réactionnaire de la réalité.

Mais cela n'ôte pas que, une fois établie l'importance de l'étude des particularités d'un phénomène, c'est la substance générale qui doit être recherchée par l'analyse, même détaillée, de la réalité actuelle de notre pays. Et, de ce point de vue, on doit reconnaître que le mouvement général de la société italienne dans ses diverses composantes, est de plus en plus influencé par la tranchante logique de la crise capitaliste et par les directives bellicistes de l'impérialisme nordaméricain.

3. Le gouvernement Craxi

Donc, la politique économique, la politique intérieure et la politique extérieure de la bourgeoisie italienne, évoluent de manière prononcée dans un sens réactionnaire et antiprolétarien. Comme nous l'avons vu, il s'agit de la vérification nationale d'un mouvement bien plus général, qui trouve ses ultimes motivations dans les caractéristiques profondes de la crise capitaliste actuelle. Ceci étant établi, il est nécessaire de descendre sur le terrain des événements concrets si l'on veut concrètement déterminer le terrain d'affrontement obligé entre la bourgeoisie et le prolétariat dans cette conjoncture. Et, en ce sens, il sera utile de s'interroger sur la nature du gouvernement Craxi, en prenant en compte les continuités et les innovations que l'on peut trouver dans l'activité de l'Exécutif.

Au lendemain des élections du 26 juin 1983 [qui virent l'« effondrement historique » de la Dc, Ndt], les partis de l'unique majorité parlementaire crédible, celle du soi-disant « pentapartito » [le parti à cinq : Psi, Dc, Psdi, Pri, Pli, Ndt], se trouvent face à de très sérieux problèmes : la retentissante défaite de la Dc de De Mita faisait indiscutablement exclure une candidature démocratique à la Présidence du Conseil sur un programme explicitement conservateur. Toutefois, la question du coût du travail et celle des missiles nucléaires représentaient un goulot que devait obligatoirement passer quiconque aspirait au fauteuil du Palais Chigi. De plus, le prochain gouvernement aurait dû s'occuper de la « réforme des Institutions », du « réassainissement » global de l'économie, de la « moralisation » de la vie publique. En substance, tous les partis de la majorité présomptive était, plus ou moins selon les uns ou les autres, parfaitement conscients du fait que certaines décisions importantes ne pouvaient plus être différées, sous peine d'une crise de gestion du délicat processus d'alignement de la société italienne sur les niveaux économiques et politiques établis par la crise capitaliste internationale. Surtout, les questions de politique économique et celle des missiles laissaient supposer une forte opposition prolétaire et populaire, assignant ainsi préalablement au futur gouvernement — au lieu d'une relative recherche d'un relatif consensus — une période d'affrontement social âpre et ouvert.

De nombreuses exigences, différentes entre elles et parfois opposées, convergèrent alors sur la désignation de Craxi. La Dc, occupée à lécher ses blessures, choisit d'user l'image du secrétaire du Psi dans une aventure gouvernementale avec de maigres perspectives de consensus populaire. Dans le même temps, dans le parti de majorité relative, on espère que la direction socialiste du gouvernement pourra ramollir l'opposition du Pci, et par contre-coup, la beaucoup plus redoutée opposition de classe. Craxi, quoiqu'avec quelque perplexité, ne peut pas ne pas accepter la charge : il travaille depuis 1976 à s'asseoir à Palais Chigi, en créant à ses arrières, avec

les pires méthodes de gangster, une clique de délinquants professionnels qui cherche à devenir « le parti du Président ». Le premier fauteuil du gouvernement, ensuite, serait l'occasion d'agiter avec plus de force l'idée de « réforme des Institutions » qui est le véritable cheval de bataille de Bettino Craxi, la proposition politique qui met le mieux en évidence l'autoritarisme désinvolte qui caractérise la pensée et l'œuvre du secrétaire du Psi.

En tout cas, Craxi-Premier-Ministre ne concède rien aux trouillardes espérances des révisionnistes du Pci : l'« alternative » de Berlinguer sort une fois de plus battue du jeu post-électoral. En réalité, à part quelque rare sympathie glanée ici et là, la grande bourgeoisie italienne ne considère pas comme crédible ce bloc de classes moyennes d'inspiration moraliste que représenterait l'« alternative démocratique » des frustrés des Botteghe Oscure [la rue où se trouve le siège du Pci, Ndt]. C'est de tout autre chose qu'a besoin, sur le terrain politique, un capitalisme qui a redécouvert le goût de licencier, de commander à la baguette dans l'usine et, regarde un peu, de produire des armes pour les militaires, mais plus pour rigoler.

La bourgeoisie, donc, a besoin justement d'un gouvernement fondé sur un programme comme celui que s'engage à respecter le « premier-président-du-Conseil-socialiste ». Réduction des dépenses sociales, réduction de l'échelle mobile, missiles à Comiso, troupes à Beyrouth. Le tout complété par une « réforme des Institutions » dont le véritable objectif est d'éloigner encore plus le travail des gouvernements du contrôle parlementaire⁵. **Voilà le programme du gouvernement Craxi, voilà clarifiée la nature de l'actuelle coalition gouvernementale !**

Le programme du gouvernement Craxi est sans aucun doute la carte de visite la plus limpide, le témoignage le plus éloquent du projet réactionnaire et autoritaire qui fait son chemin à pas de géant dans les rangs bourgeois. Comme prévu par les accords stipulés au niveau de l'Otan, les missiles seront installés à Comiso indépendamment de l'opposition extrêmement répandue dans toutes les couches sociales. Comme il en a été décidé avec Reagan, les troupes italiennes resteront à Beyrouth, complices du fasciste Gemayel et des jeux stratégiques des Usa et des sionistes. Si l'on ne réussit pas à mettre en scène avec un dénouement heureux une autre pantomime du genre de celle qui a mené à l'accord du 22 janvier, il y aura une initiative de

l'Exécutif afin de réduire d'autorité le salaire ouvrier. De toute manière, on se garantira la manoeuvrabilité du Parlement pour faire passer des rafales de décrets-lois, d'amnisties pour les spéculateurs immobiliers et les piduistes [les membres de la confrérie maçonnique secrète P2, véritable centre des principales conspirations putschistes ouvertes ou rampantes des quinze dernières années, Ndt], et des effrayantes réductions du côté des dépenses sociales.

Ce programme est mis au point par les cinq secrétaires des partis de la majorité, et il reflète en tout et pour tout les indications de De Mita et Spadolini [respectivement secrétaires généraux de la Dc et du Pri, Ndt], sera mis en application.

En définitive, le gouvernement Craxi, indépendamment des alchimies politiques qui sont à la base de sa constitution, est avant tout un gouvernement basé sur des objectifs nettement antiprolétaires et à atteindre de toutes les manières, même en faisant usage de l'autorité. Ce gouvernement, en bref, marque un pas en avant décisif dans la redéfinition globale de la société italienne dans un sens réactionnaire.

4. Deux grands mouvements de masse dans notre pays

La force et la conscience de classe du prolétariat italien constituent depuis toujours une des caractéristiques principales et particulières du cadre politico-social de notre pays. Ainsi, aujourd'hui encore, l'évolution réactionnaire que la bourgeoisie tente d'imprimer à l'ensemble de la société est considérablement enrayée par l'existence d'une massive opposition de classe, qui se manifeste de manière organisée sur le terrain de la politique économique et sur celui du réarmement et de la tendance à la guerre.

Deux grands mouvements de masse sont nés en Italie en opposition aux choix économiques et politiques de la bourgeoisie. Malgré que le gouvernement, les partis et les patrons s'efforcent de cacher cette réalité à travers la désinformation et la mystification opérées par les moyens de communication de masse, c'est un fait établi irréfutable que le mouvement contre la guerre et le réarmement et celui d'opposition à la politique économique du gouvernement représentent le plus sérieux obstacle aux manoeuvres antiprolétaires et bellicistes de la classe au pouvoir.

En effet, ces mouvements, qui luttent apparemment séparés, combattent en réalité le même ennemi : le capita-

lisme de la crise, la bourgeoisie agressive sur le plan intérieur et sur le plan extérieur. Il y a une relation nécessaire entre la crise économique, la détérioration des relations internationales et la course au réarmement : **il existe donc une unité dialectique et objective entre les luttes de la classe ouvrière et celle du mouvement contre la guerre.**

La manifestation qui s'est tenue à Rome le 22 octobre 1983 n'est que l'aspect le plus évident d'une mobilisation prolongée et de masse qui engage désormais depuis de nombreux mois des milliers de prolétaires contre la course au réarmement et à la guerre impérialiste. Les luttes ouvrières commencées en février ont fait voler en éclats le pot de terre du « pacte social », contraignant Bettino Craxi à jeter le masque. **Le conflit social se manifeste alors comme affrontement politique, c'est-à-dire un affrontement qui touche à des questions générales qui intéressent l'ensemble du prolétariat dans son rapport avec la classe adverse.**

Ce n'est pas par hasard que la grande bourgeoisie, avec Agnelli [le super-boss de la Fiat, Ndt] en tête, apprécie de l'affaire du « décret-escroquerie » surtout le côté politique : seule la volonté générale d'attaquer le prolétariat permet ensuite d'opérer des modifications importantes sur tout l'arc des problèmes spécifiques. **C'est l'affrontement politique avec l'adversaire de classe, affrontement qui, en changeant les rapports de forces globaux, crée les conditions pour les victoires économiques dans les usines et pour l'engagement belliciste sur le champ extérieur.** La bourgeoisie impérialiste de notre pays a désormais depuis longtemps programmé la défaite politique des masses ouvrières et prolétaires, mais celles-ci ont justement démontré qu'il existe en Italie un large front de classe résolu à s'opposer aux choix capitalistes !

La bourgeoisie ne se limite cependant pas à l'affrontement net et explicite avec l'opposition de classe, mais travaille aussi à en briser l'unité et à en obscurcir la conscience. nous avons vu tout à l'heure, en examinant la nature et le rôle social des syndicats et du Pci, comment l'influence bourgeoise pénètre dans le mouvement ouvrier. Egaleme nt, et peut-être plus, dans le mouvement contre la guerre et le réarmement s'exercent une série de pressions visant à le transformer en un vague mouvement de pression « pacifiste » à base sociale interclassiste. En réalité, le pacifisme proprement dit n'a jamais été en mesure d'arrêter aucune guerre, et ceux qui aspirent vrai-

ment à la paix ne peuvent avoir peur de combattre ceux qui causent les massacres entre les peuples : **Seule la direction prolétarienne de l'opposition populaire à la guerre permet de bouleverser en faveur de la paix l'infamale logique de la course aux armements, parce que seul le prolétariat est en mesure de modifier radicalement les mécanismes sociaux qui génèrent la compétition entre les nations, jusqu'à la faire déboucher sur la guerre.**

C'est pour de telles raisons que derrière le mot « paix » se cachent tant de faces et tant d'intérêts, alors que derrière le mot d'ordre « lutte contre la guerre impérialiste », qui révèle le contenu et la signification de classe du phénomène considéré, on ne trouve aligné compact que le seul prolétariat. C'est pour cela que nombreux sont ceux qui sont disposés à faire la grimace face aux missiles nucléaires, mais qu'assez peu sont ceux qui se sont engagés dans une lutte conséquente pour le retrait immédiat du contingent italien de Beyrouth, et que presque personne ne s'engage dans la lutte pour le retrait des dragueurs tricolores du Sinaï. Et c'est encore et toujours pour cela que de nombreux louches personnages s'affairent à maintenir désunis les deux grands mouvements dont nous sommes en train de parler, et que seules les vraies avant-gardes de classe et les communistes travaillent à rejoindre l'unité consciente et militante du front général d'opposition prolétarienne.

Ce que la bourgeoisie craint plus que toute autre chose est que le prolétariat ne relève de manière consciente le défi politique qui lui a été lancé. Ce que la classe dominante voit comme la peste est l'union des deux grands mouvements de masse sous la direction du prolétariat révolutionnaire.

Pour les avant-gardes de classe et pour les communistes italiens, s'ouvre alors une période de travail politique qui réclame force et engagement. La présence militante dans les luttes de la classe ouvrière et dans celle contre le réarmement et la guerre doit s'accompagner d'un infatigable et constant effort unitaire et d'un travail quotidien de clarification autour des perspectives générales de la lutte de classe : dans la période où la crise capitaliste évolue de manière prononcée vers la guerre, le prolétariat doit transformer ce processus en celui de la guerre civile entre classes sociales, en celui du révolutionnement de la société entière.

Tenir compte de cette perspective veut dire, dans la situation actuelle, consolider l'unité des deux grands mouvements de lutte sous la direction du pro-

La base de Comiso, en Sicile.



létariat révolutionnaire et étendre la mobilisation de masse et d'avant-garde sur la base d'un **programme politique** précis !

5. Le programme politique et la lutte communiste des Brigades rouges

Depuis 1970, les Brigades rouges luttent et combattent les armes à la main avec le but précis de mener les masses au renversement de l'Etat bourgeois et à l'instauration de la dictature du prolétariat.

Dans le cours de son activité, notre organisation a toujours placé au centre de sa réflexion et de sa pratique l'exigence du parti révolutionnaire du prolétariat et le principe communiste de la direction politique consciente sur le mouvement de masse. Seule la conscience politique révolutionnaire de sa propre situation permet en effet au prolétariat de se fixer le but de la modification radicale de la société entière. Seule la direction politique consciente et révolutionnaire sur le mouvement de masse permet de ne pas s'arrêter aux victoires éphémères, en utilisant chaque affrontement pour accroître la conscience de classe du prolétariat, en préparant jour après jour les conditions pour la victoire. La direction politique du prolétariat par le parti révolutionnaire, la lutte sur le terrain d'avant-garde pour mener les masses à la conquête du pouvoir politique, sont donc les principes fondamentaux de notre organisation, qui conforment chacun de ses actes politiques et chacune de ses initiatives combattantes.

Les Brigades rouges, en bref, organisent et généralisent de manière consciente la lutte de classe du prolétariat dans la perspective de la conquête du pouvoir politique, et en cela agissent en parti révolutionnaire fondé rigoureusement sur le marxisme-léninisme.

Cela pris en compte, de quelle manière, alors, les Brigades rouges développent-elles leur politique par rapport aux deux mouvements de masse pris en considération tout à l'heure ?

En premier lieu, les militants des Brigades rouges participent à ces mouvements et contribuent à l'organisation

et à l'extension de la mobilisation de masse, par tous les moyens à leur disposition. En second lieu, ils soutiennent dans le mouvement le point de vue strictement prolétarien, en développant un intransigent travail de clarification politique et de propagande sur la situation générale et sur les tâches de classe. En troisième lieu, ils regroupent autour d'eux les avant-gardes de lutte les plus sérieuses et les plus conséquentes. Ils se confrontent de manière militante avec tous les révolutionnaires, ils créent des cellules clandestines de communistes, en développant ainsi l'activité politique révolutionnaire. **Mais, surtout, les Brigades rouges lancent un programme politique valable pour tout le prolétariat et le soutiennent avec constance à travers des initiatives efficaces, en premier lieu à travers des initiatives politiques combattantes.**

En bref, les Brigades rouges se proposent d'augmenter la conscience politique révolutionnaire dans le mouvement de masse, de raffermir son unité, de le mener dans la lutte contre le gouvernement et contre l'Etat vers un programme politique clair et cohérent. Elles développent ce travail en étant conscientes du fait que la lutte du prolétariat n'a pas pour but réel tel ou tel objectif particulier, **mais la modification et le révolutionnement général de la société entière.**

Un rapide examen des initiatives combattantes des Brigades rouges pourra de nouveau éclairer le sens de ces concepts. Avec l'action Giugni, comme nous avons déjà eu l'occasion de l'aborder dans une autre partie du présent opuscule, notre organisation a frappé un des artisans matériels des accords du 22 janvier 1983 sur le coût du travail. Mais il ne faut pas confondre cette initiative avec une sorte de « complément » de la protestation ouvrière qui a explosé au lendemain de ces infâmes transactions. Au contraire, Giugni entendait surtout sensibiliser les masses sur la substance politique qui était derrière cet événement, c'est-à-dire sur la dangereuse logique autoritaire et corporatiste qui a mené moins d'un an après au « décret-escroquerie ». Sa finalité était donc de créer **une conscience politique de masse** sur ces thèmes, en la ramenant de manière cohérente à la lutte contre le gou-

vernement. Que les faits nous aient donné raison, cela est démontré par le développement des dernières luttes ouvrières, qui ont imposé à l'évidence générale l'explicite refus de la classe travailleuse de brader sa propre autonomie et sa propre volonté de lutte.

L'action Hunt [voir le communiqué dans L'Internationale numéro cinq de mars 1984, Ndt], au contraire, a été une grande initiative politique combattante dirigée simultanément contre l'impérialiste nord-américain et contre son esclave, l'impérialisme italien. Elle a représenté un significatif moment de clarification politique autour de la nature de l'impérialisme italien dans son enchevêtrement avec les Usa, et autour des perspectives générales du mouvement prolétarien international. L'exécution de Hunt par notre organisation a explicitement relié la lutte du prolétariat italien à celle du prolétariat international et des peuples progressistes du monde entier, en posant l'une des conditions essentielles au développement d'un front compact d'opposition internationale aux choix bellicistes de la bourgeoisie impérialiste.

Par conséquent, elle est avant tout une initiative **internationale** qui, en réaffirmant avec force le principe selon lequel la lutte du prolétariat n'a pas de frontières, oriente de manière précise et efficace le mouvement contre la guerre et le réarmement existant dans notre pays sur une ligne conséquemment **de classe**.

Ces deux initiatives démontrent donc avec la clarté voulue de ce que les Brigades rouges entendent lorsqu'elles parlent de direction politique consciente sur le mouvement de masse, dans la perspective de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

La lutte communiste de notre organisation se développe avec la plus grande cohérence autour d'un programme politique précis. Il s'agit d'un programme qui tient compte de la situation générale italienne, du cours correspondant de la lutte de classe et des perspectives nationales et internationales de la révolution prolétarienne. Par conséquent, c'est un programme que les Brigades rouges s'engagent à soutenir et qu'elles proposent

avec résolution à l'ensemble du prolétariat, en battant le rappel, autour de celui-ci, des communistes, des avant-gardes de classe et, surtout, des grands mouvements de masse.

En voulant alors résumer en peu mais efficaces paroles ce qui a été dit jusqu'ici, nous pouvons sans aucun doute conclure cet opuscule avec l'indication générale suivante : **étendons la mobilisation de masse et d'avant-garde sur le programme politique des Brigades rouges pour la construction du Parti communiste combattant !** □

Contre les politiques économiques autoritaires et antiprolétariennes :

**Retrait du décret-escroquerie !
Non à la réduction du salaire !**

Contre les choix bellicistes en politique extérieure :

**Retrait de toutes les troupes du Moyen-Orient !
Non aux missiles à Comiso !
L'Italie hors de l'Otan !**

Dehors le gouvernement Craxi, esclave des patrons et de l'impérialisme !

Notes du chapitre 3

1. Plus précisément, il s'agit ici d'une crise de surproduction absolue de capital, à ne pas confondre du tout avec le phénomène particulier de la surproduction de marchandises. Bien que, en effet, la surproduction de capital détermine toujours une surproduction de marchandises, pour la première on doit entendre la surproduction de moyens de production et de subsistance en tant que ceux-ci peuvent opérer comme capital. (Nous rappelons que cette note, ainsi que celles qui suivent, sont le fait des auteurs, Ndt.)

2. En effet, trop souvent le marxisme trouve réduit à l'application schématique et simpliste de quelques formules très générales, en soi incapables de rendre, même vaguement, la richesse des phénomènes concrets examinés. Cette manière de considérer l'Histoire interdit de saisir les réelles tendances et les possibles développements inhérents aux choses elles-mêmes et, surtout, réduit le matérialisme historique à ce grotesque déroulement qu'Engels apparentait, pour mieux l'exécuter, à la solution d'une équation de premier degré.

3. Que cela soit clair ; d'une certaine généralité. Il faut en effet réfuter la position qui veut que la bourgeoisie ait été complètement immobile durant cette décennie. En réalité, déjà dans la première moitié des années 70, l'organisation scientifique du travail dans l'usine commence à se transformer et la soi-disant décentralisation productive commence à faire son chemin. Autour de 1978, ensuite, la sauvage restructuration de l'Olivetti, qui est restée en connaissance de cause un cas exemplaire et un point de référence pour toutes les entreprises italiennes, est complétée. Sur de nombreux autres terrains, la bourgeoisie fait également preuve de considérables capacités de réaction à certaines des contradictions auxquelles elle doit faire face. Ce qui manque, justement, c'est la condition générale pour une riposte politique, condition que la bourgeoisie se créera seulement plus tard.

4. La défaite politique et organisationnelle subie par le mouvement révolutionnaire italien au début des années 80 a provoqué, comme on le sait, de nombreux et bien pratiques réexamens, ainsi qu'une certaine quantité de « redécouvertes de valeurs », parmi lesquelles les valeurs religieuses ne sont pas les dernières. Le caractère paradoxal de telles paraboles politiques ne trouve son explication que si l'on fait référence aux considérables doses d'idéalisme subjectiviste présentes dans les rangs des formations politiques révolutionnaires elles-mêmes.

5. Le débat concernant la « réforme des Institutions » est peut-être l'un des thermomètres caractéristiques de la direction dans laquelle évoluent les formes de la domination politique de la bourgeoisie. En ce sens, la matrice autoritaire et « décisionniste » des différentes propositions formulées plus que tout autre par le Psi et la Dc est très claire. D'autre part, les résistances « démocratiques » à la réforme se réduisent pour l'essentiel à représenter un facteur minoritaire de compensation des poussées les plus réactionnaires au sein, de toute manière, de la bourgeoisie elle-même.

Unité du prolétariat international avec les peuples progressistes du monde entier dans la lutte contre l'impérialisme !

Intensifions et organisons la mobilisation de masse et d'avant-garde contre la politique économique et belliciste du gouvernement Craxi !

**Mars 1984,
Brigades rouges
pour la construction
du Parti communiste combattant**

La police italienne escorte un car de militaires américains sur la base.



Nicaragua

un peuple en lutte et en armes

Au Nicaragua, c'est aujourd'hui (et de nouveau), comme au Vietnam, comme à Cuba, tout un peuple qui lutte, qui doit lutter parce que le capital veut l'écrasement de l'espoir et de la volonté qu'il représente.

Après des années d'horreur et de terreur imposées par l'impérialisme par l'intermédiaire de Somoza, son « fils de pute » (cf. Roosevelt) préféré parce que si utile, le peuple nicaraguayen était parvenu à tuer la dictature. Comme au Vietnam, et de manière encore plus impressionnante peut-être car c'est un peuple de paysans pauvres et peu nombreux, David a pu écraser Goliath.

Ceux qui font la fine bouche, s'imaginent-ils ce que cela peut représenter de conviction, d'enthousiasme, de courage, d'intelligence politique aussi et d'organisation. Aujourd'hui bien sûr, le Nicaragua comme Cuba est un Etat, soumis aux contraintes mondiales, mais c'est quoiqu'on en dise comme à la Grenade (avant) un Etat populaire qui se préoccupe de santé, d'éducation. Des choses qui pour nous sont tellement naturelles qu'on peut même se permettre de s'en foutre ou de les contester (avec raison puisqu'elles ont aussi expression du capital dans leurs formes).

Aujourd'hui comme toujours, le capital veut casser ce qui existe parce que cela constitue une menace pour son pouvoir dans toute la région. Il n'est qu'à comparer la misère et l'ignorance si pittoresques qui règnent au Mexique ou au Brésil pour voir l'intérêt que pourraient porter les exploités de la région à l'exportation d'un modèle grenadin (avant) ou nicaraguayen. Il existe des territoires de même exploitation. Il en est donc de mêmes conditions de vie et donc de mêmes conditions de lutte. Au Salvador, au Guatemala la lutte continue. Le Nicaragua constitue donc un exemple et un risque insupportables.

Le capital est un et partout exploiteur. L'engagement des révolutionnaires est donc lui aussi partout le même. Il n'y a pas d'antagonisme des engagements, si ceux-ci partout obéissent à la même rigueur, à la même volonté de rupture et de construction. Tout au plus des degrés d'urgence. S'il est vrai que parfois l'engagement au Nicaragua peut paraître plus évident, parce qu'il se fait directement aux côtés du peuple. Il faut cependant dire qu'il est nécessaire et y apporter la même détermination que ce peuple lui-même. Informer, aider à la lutte économique, politique et militaire.

Il est vrai aussi que la meilleure des choses, la meilleure des situations pour tous les peuples du monde n'existera que quand le capitalisme aura été vaincu. Aussi la lutte contre celui-ci dans les métropoles est inévitable. □



Le 19 juillet, le peuple nicaraguayen va fêter le cinquième anniversaire du triomphe de la Révolution Sandiniste. Il lui aura fallu une lutte politique et militaire de près de 50 ans pour enfin arriver à expulser, en 1933, les Américains installés depuis 1912, puis, à renverser la dictature du clan Somoza fortement soutenu financièrement par le gouvernement des Etats-Unis.

De l'insurrection au pouvoir populaire.

En 1963, après l'échec de la stratégie du « foyer de guerrilla » le **Front Sandiniste de Libération nationale, FSLN**, qui avait vu officiellement le jour

l'année précédente, opère un repli tactique. Abandonnant pour quelque temps la lutte armée, il « s'unit aux forces traditionnelles de la Gauche pour mener une action dans les villes du pays » (Tomàs Borge, le 21 février 1979, à Paris).

Mais, rapidement le côté purement revendicatif ne satisfait pas la lutte qu'entend mener le Front. La tentative de coup d'Etat du 22 janvier 1967, menée par la bourgeoisie libérale, comme la seule alternative qu'elle envisageait à l'élection de Somoza, échoue. L'armée tire sur la foule : 300 morts.

Les manifestations de mécontentement populaire vont, malgré la répression, continuer à s'étendre, avec l'appui des secteurs de la bourgeoisie non-somoziste, qui n'entrevoit plus les éléments économiques favorables à une relance, et qui, surtout après le tremblement de

terre de 1972, voit ses propres intérêts asphyxiés par les dictateurs qui s'imposent grâce au contrôle de l'appareil d'Etat et une corruption tentaculaire. En 1975, l'état de siège est décrété.

A partir d'octobre 1977, le **FSLN** lance une offensive d'urgence tant sur le plan politique que militaire. La grève générale de juillet 1978, qui fait suite à l'assassinat de Pedro Joaquín Chamorro, chef de file de l'opposition libérale, mettra en exergue l'incapacité de cette opposition à canaliser les réactions populaires, en partie spontanées et partiellement déjà orchestrées par le **FSLN**.

Désormais, l'initiative populaire s'autonomise par rapport aux secteurs de la bourgeoisie non-somoziste et se concrétise par la formation du « *Movimiento Pueblo Unido* », en juillet 1979.

L'impact des Sandinistes sur le **Movimiento (MPU)**, sur les organisations de quartier à la ville et à la campagne, (*Comités de défense civile*), le mouvement des femmes **AMPRO-NAC** va s'accroître. L'objectif n'est plus seulement de renverser la dictature mais de mettre en place un véritable pouvoir populaire. « *Une démocratie populaire pluraliste avec la participation de toutes les organisations qui auront pris part à la chute de Somoza* » annonce le **FSLN**.

Le rôle des organismes de masse va s'affiner : intensifier les expressions de l'opposition populaire au régime dictatorial (manifestations, grèves), mais aussi préparer l'insurrection. Dès lors, s'organisent en même temps que l'éducation politique des gens, tout spécialement ceux des couches sociales les plus défavorisées, la mise

Le Nicaragua la révolution à l'

en place de circuits de ravitaillement, des centres de secours pour les blessés, la fabrication d'armements artisanaux, la création de stands de tir, le recrutement pour l'armée sandiniste, et, dans les zones contrôlées par le **FSLN**, le développement de coopératives agricoles et leur défense. Ces coopératives devront assurer le ravitaillement des insurgés et de leur famille en cas de nécessité.

Le 4 juin 1979, le *Front Patriotique*, qui regroupe le **FSL**, le **MPU**, le « groupe des douze », et d'autres organisations bourgeoises mineures, appelle à la grève générale. L'insurrection est prête.

Malgré le prêt de 65 millions de dollars accordé par le FMI (*Front Monétaire International*), sur la pression des Etats-Unis, au gouvernement Somoza, la fin du règne est proche.

Le 19 juillet 1979, c'est l'écrasement du clan Somoza, qui s'enfuit à l'étranger avec la quasi-totalité de ses fidèles supporters. Les Gardes nationaux cherchent asile au Honduras. Quelques mois à peine leur suffiront pour se réorganiser, financés par la CIA, et pour lancer l'offensive contre le nouveau gouvernement populaire. Cette victoire-là, que, même à l'époque la hiérarchie catholique avait contribué à établir, le monde entier applaudit.

Le 19 juillet 1979, ce n'est pas seulement la mise en déroute d'une dictature que fête le peuple Nicaraguayen dans un enthousiasme délirant, mais c'est aussi la perspective de l'institutionnalisation d'un pouvoir populaire, de son pouvoir. C'est l'espoir qui s'installe. La misère, l'exploitation de l'homme par l'homme, l'injustice et la terreur comme mode de gouvernement vont enfin rejoindre ici la poubelle de l'Histoire.

Le peuple Nicaraguayen ne sera plus « en visite » sur son propre territoire, il va directement participer à l'écriture de sa destinée.

« Dans le Nicaragua de Sandino, nous construisons la démocratie pour la première fois de notre histoire. Pour nous, la Démocratie, c'est l'alphabétisation, c'est la santé pour le peuple, c'est le droit des travailleurs, c'est la réforme agraire. C'est la souveraineté, l'indépendance et l'autodétermination. C'est nous aimer véritablement les uns les autres, c'est-à-dire bannir l'exploiteur et réhabiliter les exploités. Le père Cardenal et le Père d'Escoto pourraient vous dire, à juste titre que le christianisme et le marxisme font partie de la démocratie sandiniste. » (Daniel Ortega, 21 février 1979-84 Managua).

Trois sandinistes composent avec deux bourgeois, qui démissionneront dans les mois suivants, la *Junte de Reconstruction Nationale*, le pouvoir Exécutif. Daniel Ortega, l'un des trois Sandinistes de la nouvelle Junte est membre de la Direction Nationale du **FSLN**. Le *Conseil d'Etat* garantit l'accès des organisations de masse, syndicats,

comités de quartier, groupes de femmes, des jeunes Sandinistes au Pouvoir Législatif.

Les institutions ont confirmé l'expression du pouvoir populaire au plus haut niveau institutionnel, par la voix de son avant-garde politique et militaire, le **FSLN**, et des rouages de la base : les organisations de masse.

Les Comités de Défense Sandinistes, Structure de Base du Pouvoir Populaire.

Les *Comités de Défense Sandinistes*, **CDS**, nés en 1981, sont en fait le prolongement des *Comités de Défense Civile* qui furent, au moment de la lutte contre la dictature somoziste, l'infrastructure de base de l'organisation populaire sandiniste.

Au moment de l'insurrection, ils ont joué un rôle efficace dans la mise en œuvre de circuits de ravitaillement, le transport des armes, la défense civile, la construction des refuges, entre autre. Aujourd'hui, les **CDS** continuent à jouer ce même rôle d'infrastructure de l'organisation du peuple.

Ils s'implantent dans un secteur géographique délimité par quelques rues dans les villes, une partie d'un village, un *asentamiento* *. Ils sont près de 8000, actuellement, soit environ 500 000 membres. Des comités exécutifs départementaux et un comité exécutif national coordonnant les activités des comités de base des quartiers. Leur rôle est multiple à l'intérieur de la gestion de la vie quotidienne de leur secteur. Ils discutent, tentent de régler les divers problèmes qui peuvent surgir : de la distribution des produits alimentaires de base, fonction partagée avec ENABAS, organisme étatique, contrôle de certains prix, en passant par le bon fonctionnement des *Comités d'Education Populaire*, la situation des enfants qui travaillent dans les rues, les enfants maltraités, abandonnés, la garde des enfants dont les parents travaillent...

Exemple : ce sont les **CDS**, plus en contact avec les familles de leur secteur qui vont se charger d'aller discuter avec les parents dont les enfants travaillent au lieu d'être scolarisés. Ce sont eux qui vont tenter de leur démontrer le bien-fondé de la scolarisation pour leur enfant, le risque d'accident pouvant dépasser leur intérêt financier, mais aussi écouter les contingences familiales... Le dialogue est toujours choisi de préférence à une coercition brutale.

L'éducation des mentalités est un aspect essentiel du travail accompli par les **CDS**. Il leur faut impulser le changement des mentalités, sur des terrains aussi divers que l'éducation scolaire, la santé, l'hygiène de leur environnement, développer la solidarité, le sens collectif.

L'impulsion des campagnes de vaccination leur revient de droit ainsi qu'aux « brigades de santé », recrutés générale-

ment au sein des **CDS**. Ils participeront ainsi que toutes les organisations de masse existantes à faire l'information, à expliquer la nécessité vitale de la vaccination, puis de l'hygiène, de l'alimentation, particulièrement dans les villages, mais aussi ils prendront directement part à l'assainissement de l'environnement, à l'amélioration du cadre de vie...

L'organisation de la Défense du secteur leur revient également en priorité. Ce sont eux qui vont inciter la population à participer à la « *vigilance révolutionnaire* », surveillance non armée, pendant toute la nuit, par rotation des équipes, pour détecter tout mouvement suspect et prévenir et appuyer la milice en cas de nécessité, attaques, sabotages, ou, à l'occasion faire échec à une certaine délinquance sociale.

Les responsables des **CDS** appellent la population à intégrer la milice territoriale, dont ils prennent en charge l'organisation et le lieu d'entraînement. L'entraînement lui-même est assuré par des instructeurs de l'armée « *régulière* », l'armée populaire sandiniste.

Ils recrutent également pour la participation aux « *bataillons de réserve* », milice mobilisable à tout endroit du territoire, pour 3 ou 6 mois par an, selon les exigences de la Défense du territoire.

Il ne faut pas être militant du Front Sandiniste pour participer aux activités des **CDS**, ni même pour pouvoir être élu responsable du **CDS**. C'est la capacité d'organisation qui sera critère décisif en la matière.

Parfois, on entend raconter que l'un d'entre eux se laisse gagner par le laxisme ou la corruption, que tel responsable instaure un trafic de viande au noir, que dans tel quartier la vigilance ne se fait pas sans difficultés, que l'entraînement de la milice, le week-end ou le soir après le travail se fait avec beaucoup de retard et n'intéresse que très peu de personne... Ces phénomènes sont plus fréquents à Managua qu'à la campagne. C'est que la vie y est plus tranquille. L'agression n'y existe pas quotidiennement aux portes de la ville, et les activités commerciales y sont, entre autres, plus faciles... Alors, l'individualisme prend parfois le dessus d'une conscience pas toujours consolidée.

Ces exactions ne sont pas couvertes par la *Junte*, qui n'hésite pas à en faire juger les auteurs. Les tribunaux ne sont pas toujours tendres avec ces délinquants-là. Il y va de la Révolution !

« Todas las armas al Pueblo » « Toutes les armes au Peuple »

La *Milice Populaire Sandiniste* est avant tout né d'une conjoncture : le Nicaragua, pays pauvre ne pouvait se permettre, financièrement ni humainement, d'entretenir une armée

permanente et professionnelle trop importante.

Dans la tradition de la lutte populaire contre la dictature, s'est constituée la *Milice Populaire Sandiniste*, **MPS**. Il faut avoir au moins seize ans pour s'inscrire à la milice, sans distinction de sexe. Cette limitation d'âge est surtout impérative pour l'incorporation à un bataillon de réserve. Pour l'armée régulière, 15 ans suffisent ; hommes et femmes y sont de même admis.

Il est très difficile de dénombrer même approximativement le chiffre des miliciens inscrits.

« Chaque jour, il y en a des nombreux, et puis il y en a aussi qui sont tués dans les combats », me dit Tomas, responsable de la milice territoriale d'une finca étatisée. Dans la journée, Tomas travaille aux champs, sans se départir de son fusil pour autant. Il est responsable de la production. La nuit, il assure, par rotation avec les autres miliciens, la production du centre de production et la sécurité des 250 habitants de la finca, appuyés par la « *vigilance révolutionnaire* » des paysans.

l'armée régulière, que lui versera l'Armée. A son retour, il pourra reprendre son travail à la finca.

Les miliciens, qui s'intègrent à un bataillon de réserve, sont mobilisables de 3 à 6 mois par an. Ils bénéficient, en cas de mobilisation, des mêmes conditions que les miliciens territoriaux.

Dans chaque quartier, dans chaque village, dans chaque entreprise des miliciens assurent, jour et nuit, la défense des personnes et des centres de production. « Ici, ça ne passera pas comme au Chili, les armes, c'est le Peuple qui les a. Ce sera plus dur encore qu'à la Grenade ! » Toute la population est organisée et connaît les consignes en cas d'invasion ou d'agression aérienne.

Les organisations syndicales

« Seuls les paysans et les ouvriers iront jusqu'au bout. Seule leur force organisée emportera la victoire. »



Des miliciens ne sont pas rémunérés pour leur travail de miliciens. Mais l'entreprise qui les emploie, leur verse un salaire correspondant à la catégorie productive de leur travail diurne. Tomas est payé comme ouvrier agricole. Il reçoit un salaire journalier déterminé à l'avance et non en relation avec sa productivité, à la différence des autres ouvriers agricoles pendant les récoltes par exemple.

Comme milicien de la milice territoriale, il n'est pas susceptible, sauf en cas de mobilisation générale, de quitter la finca pour assurer la défense d'une zone frontalière ou d'une autre zone de combat. Mais s'il part, à sa demande par exemple, sa famille continuera à recevoir un apport financier équivalent à son salaire d'ouvrier agricole, il touchera en plus une solde égale à celle des soldats de

C'est sous ces auspices que s'est déroulée la manifestation du Premier Mai 1984 au Nicaragua. C'est que les Syndicats ne sont pas au pays de Sandino, qu'un rouage poussif pour revendications stérilisées sur les fins de mois pas assez juteuses. Ils ne se contentent pas d'un rôle soporifique que leur connaissent le plus souvent les pays Occidentaux. Ils sont une émanation de plus du pouvoir populaire. Ils sont le porte-parole des revendications les plus profondes des travailleurs. Ils veillent à la production... Ils participent à la discussion politique et économique au sein de l'entreprise. Représentés au Conseil d'Etat, ils accèdent directement au Pouvoir Législatif.

La création de la *Centrale Sandiniste des Travailleurs de la Campagne*, **ATC**, au lendemain du triomphe de la Révolu-

tion, a canalisé l'expression des paysans et assuré à la *Junte* les conditions pour la reconstruction continuant, lenter du processus ré

L'économie d'un secteur tant, tant agricole ne pouvaient être acceptés par ces vriers qui avaient tout en assumant ment autogéré o five agricole ou le leur usine, sans l cadres ni de pc maient d'aller vit les patrons, d'o tribuer les terres

C'est aux sy revenu d'expli dont disposait construire le soc continuant à dél rations légitimes leurs. « Il appart cats d'explique processus pour e lidité. » La forme d'une coordi des syndicats, r tes les organisat

pro-sandinistes, travail tout en as conséquents a paysans, face à « unifié »

Le syndicat jours simplemer vendications de en est parfois « L'UNAG, syndi petits et moyer fondamental de de la Réforme « vveloppement di ratif. Il soutien tions de terr paysans. Il a li une campagne toire des dette 35 millions de c ont ainsi été re

Les délégué une durée de u ment, pour per tion, la plus larg personnes à ce

ragua : a porte des Usa

plan populaire
ouvriers, pour
e, les meilleu-
r entreprendre
du pays tout en
ment l'avancée
olutionnaire.
nixe, le main-
privé impor-
qu'industriel,
ni compris, ni
paysans et ou-
luté durement,
le fonctionne-
une coopéra-
production de
a présence de
iron. Ils récla-
e, d'exproprier
cuper et redis-
tout de suite.
ndicats qu'il est
er les moyens
la *Junte* pour
alisme, tout en
endre les aspi-
de ces travail-
nait aux syndi-
n assurer la so-
tion, en 1981,
tion nationale
groupant tou-
ions syndicales

ils sont révocables à tout moment.

Réforme agraire et collectivisme : les coopératives sandinistes

Après les destructions considérables causées par la guerre et les catastrophes naturelles (tremblement de terre de 1972, inondations de 1982), sans méconnaître celles commises depuis la Révolution par les « *contras* », le pays doit reconstruire. Mais, comment concilier la reconstruction les impératifs économiques et ceux de la Révolution Sandiniste, les promesses de réformes structurelles faite à tous ceux qui se sont battus dans cet espoir-là !...

Deux priorités contradictoires s'affrontent en juillet 1979 : maintenir le secteur agro-exportateur, source principale de la rentrée de devises indispensables au pays, et développer les cultures vivrières vitales pour l'alimentation de la population, particulièrement en cas de blocus économique. La coexistence d'un important secteur agricole privé va exacerber la situation.

L'expropriation et la nationalisation des biens du clan Somoza a permis de redistribuer, dès les premiers jours de la Révolution, près de 20% des terres cultivables du pays à des fermes d'Etat et à des petits paysans, soit 700 000 ha. En 1980, la loi sur la décentralisation autorise la confiscation des domaines laissés à l'abandon ou objet de sabotages économiques. Un décret légalise toutes les occupations de terres opérées au-delà du processus initialement prévu.

Ce n'est qu'en 1981, sous la pression paysanne, qu'est votée et mise en application la loi de Réforme Agraire.

Aux expropriations de la première heure, et à celles découlant de la loi de décapitalisation, vont s'ajouter les confiscations des domaines laissés à l'abandon, et non rentabilisées. La loi ne touche que les propriétés agricoles de plus de 350 ha de la Zone Pacifique et de plus de 700 ha pour la Zone Atlantique. Elle va permettre la redistribution, de plus de 500 000 ha de terres cultivables, à des milliers de familles isolées ou réunies en coopératives.

Le 4 mars 1984, c'est ainsi 4 200 ha qui ont été attribués à 200 familles du Rio San Juan regroupées en coopératives. Dans le même temps, 144 familles ont bénéficié d'une remise de dettes, pour un montant global de 1 200 000 cordobas, soit l'équivalent de 340 000 FF. Depuis 1979, l'évaluation de cette opération se monte à 8 500 000 FF.

Actuellement, les fermes d'Etat gèrent 20% du secteur agricole, les coopératives 25%, et elles sont amenées à se développer davantage en fonction d'un plan de restructuration territoriale des petites propriétés et

des impératifs de sécurité. Le projet « *Sandinio vive* » prévoit la création de 47 *asentamientos* dans la région Nord du pays. 21 existent déjà. Ils serviront de base à l'installation de nouvelles coopératives sandinistes ou de coopératives dites « *crédits et service* ». Les premières coopératives sont des coopératives de production et de défense. Les autres sont plus simplement le regroupement de petits producteurs, financés au départ par un prêt bancaire remboursable l'année suivante sur les bénéfices.

Dans les deux, la loi fixe la répartition des bénéfices : 60% au moins doivent être réinvestis dans l'équipement productif de la coopérative ou l'installation de services collectifs comme crèches, cantine, centre de santé... qui pourront bénéficier également aux habitants des alentours.

Le départ de jeunes paysans pour assurer la défense du territoire dans les bataillons de miliciens désorganise la production agricole surtout dans le domaine agro-exportateur, la sédentarisation introduite par l'installation en coopératives d'ouvriers agricoles autrefois travailleurs saisonniers au moment des récoltes augmente encore les difficultés.

La solidarité populaire va combler en partie ce grave handicap. Chaque année, un appel massif à la solidarité est lancé, tant au plan national qu'international.

A l'intérieur du pays, c'est surtout la *Jeunesse Sandiniste* qui va se mobiliser. Ce sont les plus disponibles, l'époque des récoltes des cultures de café, coton, correspond à celle des vacances scolaires. Mais le dimanche, certains citoyens viendront s'ajouter aux paysans pour accomplir la journée « *rouge et noire* » : le travail est alors bénévole, au bénéfice de la collectivité.

Des internationalistes de tous pays répondent également chaque année à cette demande ; en 1984, 3 500 d'entre eux sont venus participer bénévolement aux récoltes de café, coton, tabac, canne à sucre. La signification politique de leur présence est au moins aussi importante que le travail qu'ils accomplissent au cours de ces récoltes ou construction d'écoles, de centres infantiles, de cantines populaires pour enfants... L'information sur ce qu'ils auront perçu, vu, appris des Nicaraguayens eux-mêmes sera un élément essentiel de la solidarité.

L'Education, véhicule indispensable à un véritable pouvoir populaire

L'analphabétisme a toujours été un outil précieux pour toute sorte de dictature. Sous Somoza, plus de 50% de la population était analphabète. A peine 500 000 enfants étaient scolarisés, la moitié abandonnaient l'école au bout

de 3 ou 4 ans. Aujourd'hui, ils sont plus d'un million à fréquenter l'école de manière régulière. L'école est gratuite et obligatoire, mais les conditions économiques difficiles ne permettent pas toujours l'application rigoureuse de la loi. Les enfants qui travaillent aux champs, et surtout dans les villes, comme vendeurs de jus de fruits, de gâteaux confectionnés par leurs parents, ou comme cireurs de chaussures, vendeurs de journaux pour un patron, sont encore un nombre. Une attention particulière est accordée à ce problème pour tenter, dans un premier temps, d'accorder une éducation scolaire après les heures de travail sous la forme la plus adaptée possible, la mieux susceptible de développer leur créativité... la réticence des enfants, pas habitués à ce genre de contraintes, freine d'autant la progression du travail, sans pour autant parvenir à décourager les instituteurs.

Ce n'est donc pas par hasard que l'une des premières grandes campagnes mise en mouvement par la *Junte Révolutionnaire* fut celle de l'alphabétisation.

En ville, ce sont les *CDS* qui ont pris en charge la campagne, en relation constante avec la commission nationale d'alphabétisation. 25 délégations d'Institutions publiques composaient, aux côtés des représentants des organismes de masse, cette commission.

A partir du 24 mars 1980, et pendant cinq mois, 180 000 jeunes de 10 ans et plus, formés spécialement, vont partir vivre dans les campagnes et les montagnes du pays, échanger leurs connaissances scolaires avec celles que détiennent les paysans sur la vie de la terre. C'était la première fois qu'un tel contact s'établissait entre gens de la ville et ceux de la campagne et de la montagne. Les jeunes alphabétiseurs ont ainsi partagé, pendant le temps de leur présence, la vie des paysans, hébergés dans leur maison, partageant les mêmes repas frugaux. C'est ce partage-là qui a permis l'établissement de contacts simples, au-delà de la méfiance, et a rendu possible l'alphabétisation des paysans.

La distribution des terres.



Mais la campagne d'alphabétisation ne s'est pas contentée d'une tâche « *banale* », d'apprentissage de rudiments scolaires, à 40% de la population du pays. Elle a ouvert des perspectives nouvelles sur le contenu et la forme du système éducatif, les rapports éducation-production, en partant d'une consultation d'à peu près 5 000 personnes de tous âges et fonctions.

En 1984, chaque village, chaque ferme d'Etat, chaque coopérative a ouvert une école. Et nombre d'entre eux ont créé des « *centres d'éducation populaire* » où, environ 2 heures par jour, des « *maîtres populaires* », le plus souvent récemment alphabétisés, vont susciter la discussion sur les problèmes de la vie quotidienne tout en poursuivant l'enseignement des acquisitions scolaires traditionnelles.

Une autre culture voit le jour.

« Avec la santé, nous défendons notre révolution »

• Pas de structure médicale publique ni privée dans les campagnes. Les médecins privés sont concentrés dans les villes et plus spécialement à Managua. Leurs tarifs sont exorbitants pour le salaire de misère dont vivent la plupart des Nicaraguayens. La couverture sociale ne concerne en réalité que moins de 16% de la population active. Les médicaments sont très chers...

- pas de transports prévus pour l'évacuation des malades ni des blessés graves ;
- Aucune politique d'hygiène ni de prévention des maladies ;
- Habitat malsain pour une grande partie de la population ;
- 70% des enfants souffrant de malnutrition ;
- des épidémies importantes de tuberculose, paludisme, polyomyélite..., chiffres inquiétants de la mortalité infantile causée par des diarrhées non soignées.

Ce sont quelques-uns des aspects de la situation sanitaire catastrophique dans laquelle la dictature avait plongé le pays. Il fallait revoir d'urgence les orientations et les structures de la Santé, impliquer, là encore, toute la population dans cette transformation.

L'éducation populaire qui va se développer autour de la santé sera le premier pas de la politique de prévention.

Des milliers de « *brigadistes de la santé* » recrutés plus généralement au sein des *CDS* vont suivre pendant plusieurs jours des séminaires pour leur faire acquérir les notions élémentaires essentielles des premiers soins, les notions de base de l'hygiène.

En novembre 1979, s'organise la première « *Journée Populaire de Santé* ». 75% de la population reçoit une première dose de vaccin anti-polio. Dans chaque village, chaque quartier, avait été installé un centre de vaccination, dans lequel un groupe de 4 ou 5 brigadistes assuraient la vaccination, par voie orale, tout en établissant un recensement précis de la population. A la fin de la journée, une visite systématique des familles qui ne s'étaient pas présentées

au centre de vaccination a complété le travail de cette première étape de vaccination.

Chaque année, 3 étapes de prévention de la polio sont organisées, avec le concours de tous les organismes de masse, qui en assurent l'information et l'explication par tous les moyens dont ils disposent. Même les médias nationaux sont mis à contribution.

Les centres de santé se multiplient, surtout dans les zones les plus défavorisées. La réforme des études médicales a instauré le « *service social obligatoire* » de 2 ans pour tout le personnel médical, médecins inclus. Ce service est un service non rémunéré, qui s'effectue en priorité dans les zones les plus déshéritées. Cette confrontation avec la réalité des plus pauvres est un élément indispensable à une adéquation plus juste de la politique médicale aux besoins de la population. □

Le Nicaragua : la révolution à la porte des Usa

des CDS. Ils partent que toutes les ordres de masse existantes formation, à expliquer vitale de la vacci- de l'hygiène, de on, particulièrement ages, mais aussi ils directement part à ment de l'environne- amélioration du cadre

isation de la Dé- tecteur leur revient en priorité. Ce sont inciter la population à la « vigilance ré- », surveillance non dant toute la nuit, des équipes, pour ut mouvement sus- venir et appuyer la os de nécessité, at- potages, ou, à l'oc- échec à une cer- vance sociale.

responsables des CDS la population à inté- territoriale, dont ils en charge l'organisa- lieu d'entraînement. ment lui-même est as- des instructeurs de régulière, l'armée po- d'armée.

ent également pour tion aux « bataillons », milice mobilisable du territoire, pour es par an, selon les de la Défense du ter- ritoire.

ut pas être militant du niste pour participer es des CDS, ni même air être élu responsa- ble. C'est la capacité tion qui sera critère la matière.

s, on entend raconter d'entre eux se laisse r le laxisme ou la cor- ue tel responsable ins- tific de viande au noir, tel quartier la vigilance pas sans difficultés, ainement de la milice, and ou le soir après le fait avec beaucoup de n'intéresse que très rsonne... Ces phéno- nt plus fréquents à Ma- à la campagne. C'est e y est plus tranquille. n n'y existe pas quo- ent aux portes de la s activités commercia- entre autres, plus fa- lors, l'individualisme rfois le dessus d'une e pas toujours con-

les armes al

les armes au

ilice Populaire Sandi- avant tout né d'une ure : le Nicaragua, uvre ne pouvait se per- nancièrement ni humai- d'entretenir une armée

permanente et professionnelle trop importante.

Dans la tradition de la lutte populaire contre la dictature, s'est constituée la Milice Populaire Sandiniste, MPS. Il faut avoir au moins seize ans pour s'inscrire à la milice, sans distinction de sexe. Cette limitation d'âge est surtout impérative pour l'incorporation à un bataillon de réserve. Pour l'armée régulière, 15 ans suffisent ; hommes et femmes y sont de même admis.

Il est très difficile de dénombrer même approximativement le chiffre des miliciens inscrits.

« Chaque jour, il y en a des nombreux, et puis il y en a aussi qui sont tués dans les combats », me dit Tomas, responsable de la milice territoriale d'un finca étatisée. Dans la journée, Tomas travaille aux champs, sans se départir de son fusil pour autant. Il est responsable de la production. La nuit, il assure, par rotation avec les autres miliciens, la production du centre de production et la sécurité des 250 habitants de la finca, appuyés par la « vigilance révolutionnaire » des paysans.

l'armée régulière, que lui versera l'Armée. A son retour, il pourra reprendre son travail à la finca.

Les miliciens, qui s'intègrent à un bataillon de réserve, sont mobilisables de 3 à 6 mois par an. Ils bénéficient, en cas de mobilisation, des mêmes conditions que les miliciens territoriaux.

Dans chaque quartier, dans chaque village, dans chaque entreprise des miliciens assurent, jour et nuit, la défense des personnes et des centres de production. « Ici, ça ne passera pas comme au Chili, les armes, c'est le Peuple qui les a. Ce sera plus dur encore qu'à la Grenade ! » Toute la population est organisée et connaît les consignes en cas d'invasion ou d'agression aérienne.

Les organisations syndicales

« Seuls les paysans et les ouvriers iront jusqu'au bout. Seule leur force organisée emportera la victoire.

tion, a canalisé l'élan populaire des paysans et ouvriers, pour assurer à la Junte, les meilleures conditions pour entreprendre la reconstruction du pays tout en continuant, lentement l'avancée du processus révolutionnaire.

L'économie mixte, le maintien d'un secteur privé important, tant agricole qu'industriel, ne pouvaient être ni compris, ni acceptés par ces paysans et ouvriers qui avaient lutté durement, tout en assurant le fonctionnement autogéré d'une coopérative agricole ou la production de leur usine, sans la présence de cadres ni de patron. Ils réclamaient d'aller vite, d'exproprier les patrons, d'occuper et redistribuer les terres tout de suite.

C'est aux syndicats qu'il est revenu d'expliquer les moyens dont disposait la Junte pour construire le socialisme, tout en continuant à défendre les aspirations légitimes de ces travailleurs. « Il appartenait aux syndicats d'expliquer la lenteur du processus pour en assurer la solidité. » La formation, en 1981, d'une coordination nationale des syndicats, regroupant toutes les organisations syndicales

ils sont révocables à tout moment.

Réforme agraire et collectivisme : les coopératives sandinistes

Après les destructions considérables causées par la guerre et les catastrophes naturelles (tremblement de terre de 1972, inondations de 1982), sans méconnaître celles commises depuis la Révolution par les « contras », le pays doit reconstruire. Mais, comment concilier la reconstruction les impératifs économiques et ceux de la Révolution Sandiniste, les promesses de réformes structurelles faites à tous ceux qui se sont battus dans cet espoir-là !...

Deux priorités contradictoires s'affrontent en juillet 1979 : maintenir le secteur agro-exportateur, source principale de la rentrée de devises indispensables au pays, et développer les cultures vivrières vitales pour l'alimentation de la population, particulièrement en cas de blocus économique. La coexistence d'un important secteur agricole privé va exacerber la situation.

L'expropriation et la nationalisation des biens du clan Somoza a permis de redistribuer, dès les premiers jours de la Révolution, près de 20% des terres cultivables du pays à des fermes d'Etat et à des petits paysans, soit 700 000 ha. En 1980, la loi sur la décentralisation autorise la confiscation des domaines laissés à l'abandon ou objet de sabotages économiques. Un décret légalise toutes les occupations de terres opérées au-delà du processus initialement prévu.

Ce n'est qu'en 1981, sous la pression paysanne, qu'est votée et mise en application la loi de Réforme Agraire.

Aux expropriations de la première heure, et à celles découlant de la loi de décapitalisation, vont s'ajouter les confiscations des domaines laissés à l'abandon, et non rentabilisés. La loi ne touche que les propriétés agricoles de plus de 350 ha de la Zone Pacifique et de plus de 700 ha pour la Zone Atlantique. Elle va permettre la redistribution, de plus de 500 000 ha de terres cultivables, à des milliers de familles isolées ou réunies en coopératives.

Le 4 mars 1984, c'est ainsi 4 200 ha qui ont été attribués à 200 familles du Rio San Juan regroupées en coopératives. Dans le même temps, 144 familles ont bénéficié d'une remise de dettes, pour un montant global de 1 200 000 cordobas, soit l'équivalent de 340 000 FF. Depuis 1979, l'évaluation de cette opération se monte à 8 500 000 FF.

Actuellement, les fermes d'Etat gèrent 20% du secteur agricole, les coopératives 25%, et elles sont amenées à se développer davantage en fonction d'un plan de restructuration territoriale des petites propriétés et

des impératifs de sécurité. Le projet « Sandino vive » prévoit la création de 47 asentamientos dans la région Nord du pays. 21 existent déjà. Ils servent de base à l'installation de nouvelles coopératives sandinistes ou de coopératives dites « crédits et service ». Les premières coopératives sont des coopératives de production et de défense. Les autres sont plus simplement le regroupement de petits producteurs, financés au départ par un prêt bancaire remboursable l'année suivante sur les bénéfices.

Dans les deux, la loi fixe la répartition des bénéfices : 60% au moins doivent être réinvestis dans l'équipement productif de la coopérative ou l'installation de services collectifs comme crèches, cantine, centre de santé... qui pourront bénéficier également aux habitants des alentours.

Le départ de jeunes paysans pour assurer la défense du territoire dans les bataillons de miliciens désorganise la production agricole surtout dans le domaine agro-exportateur, la sédentarisation introduite par l'installation en coopératives d'ouvriers agricoles autrefois travailleurs saisonniers au moment des récoltes augmente encore les difficultés.

La solidarité populaire va combler en partie ce grave handicap. Chaque année, un appel massif à la solidarité est lancé, tant au plan national qu'international.

A l'intérieur du pays, c'est surtout la Jeunesse Sandiniste qui va se mobiliser. Ce sont les plus disponibles, l'époque des récoltes des cultures de café, coton, correspond à celle des vacances scolaires. Mais le dimanche, certains citadins viendront s'ajouter aux paysans pour accomplir la journée « rouge et noire » : le travail est alors bénévole, au bénéfice de la collectivité.

Des internationalistes de tous pays répondent également chaque année à cette demande ; en 1984, 3 500 d'entre eux sont venus participer bénévolement aux récoltes de café, coton, tabac, canne à sucre. La signification politique de leur présence est au moins aussi importante que le travail qu'ils accomplissent au cours de ces récoltes ou construction d'écoles, de centres infantiles, de cantines populaires pour enfants... L'information sur ce qu'ils auront perçu, vu, appris des Nicaraguayens eux-mêmes sera un élément essentiel de la solidarité.

L'Education, véhicule indispensable à un véritable pouvoir populaire

L'analphabétisme a toujours été un outil précieux pour toute sorte de dictature. Sous Somoza, plus de 50% de la population était analphabète. A peine 500 000 enfants étaient scolarisés, la moitié abandonnaient l'école au bout

de 3 ou 4 ans. sont plus d'un m ter l'école de m l'école est gra toire, mais les c miques difficile pas toujours l'aj reuse de la loi. travaillent aux tout dans les vill deurs de jus d teaux confecti parents, ou co chaussures, ve naux pour un core un nombre particulière est problème pour premier temps, éducation sco heures de trav la plus adapt mieux suscepti per leur créativ des enfants, p genre de co d'autant la pre vil, sans pour à décourager

Ce n'est d sard que l'uni grandes cam mouvement p lutionnaire fut bétisation.

En ville, ce ont pris en ch gne, en relatio la commissio phabétisation. d'Institutions p saient, aux cò tants des orga cette commiss

A partir d et pendant cir jeunes de 10 « spécialement, dans les camp tagnes du pay connaissance celles que dé sans sur la C'était la pre contact s'étal de la ville et c gne et de la n nes alphabéti tagé, pendar présence, la hébergés dan tageant les gaux. C'est a permis l'étab tacts simples, fiance, et a r phabétisatio

La distributi



Des miliciens ne sont pas rémunérés pour leur travail de miliciens. Mais l'entreprise qui les emploie, leur verse un salaire correspondant à la catégorie productive de leur travail diurne. Tomas est payé comme ouvrier agricole. Il reçoit un salaire journalier déterminé à l'avance et non en relation avec sa productivité, à la différence des autres ouvriers agricoles pendant les récoltes par exemple.

Comme milicien de la milice territoriale, il n'est pas susceptible, sauf en cas de mobilisation générale, de quitter la finca pour assurer la défense d'une zone frontalière ou d'une autre zone de combat. Mais s'il part, à sa demande par exemple, sa famille continuera à recevoir un apport financier équivalent à son salaire d'ouvrier agricole, il touchera en plus une solde égale à celle des soldats de

C'est sous ces auspices que s'est déroulée la manifestation du Premier Mai 1984 au Nicaragua. C'est que les Syndicats ne sont pas au pays de Sandino, qu'un rouage poussif pour revendications stérilisées sur les fins de mois pas assez juteuses. Ils ne se contentent pas d'un rôle soporifique que leur connaissent le plus souvent les pays Occidentaux. Ils sont une émanation de plus du pouvoir populaire. Ils sont le porte-parole des revendications les plus profondes des travailleurs. Ils veillent à la production... Ils participent à la discussion politique et économique au sein de l'entreprise. Représentés au Conseil d'Etat, ils accèdent directement au Pouvoir Législatif.

La création de la Centrale Sandiniste des Travailleurs de la Campagne, ATC, au lendemain du triomphe de la Révolu-

pro-sandinistes, a favorisé ce travail tout en assurant une force conséquente aux ouvriers et paysans, face à un secteur privé « unifié »

Le syndicat n'est pas toujours simplement l'écho des revendications des travailleurs, il en est parfois aussi le moteur. L'UNAG, syndicat des paysans petits et moyens, joue un rôle fondamental dans l'application de la Réforme agraire et le développement du secteur coopératif. Il soutient les revendications de terres des petits paysans. Il a lancé, en 1983, une campagne pour un moratoire des dettes des paysans. 35 millions de dollars de dettes ont ainsi été remises.

Les délégués sont élus pour une durée de une année seulement, pour permettre une rotation, la plus large possible, des personnes à ce poste. De plus



Les Etats-Unis contre le peuple nicaraguayen

La situation en Amérique centrale s'aggrave dangereusement et chaque jour un peu plus. Il est clair depuis longtemps que les Etats-Unis, alliés par essence aux gouvernements populaires, préparent ouvertement l'écrasement militaire du Nicaragua révolutionnaire et de la guérilla salvadorienne. Reagan ne se cache pas pour déclarer officiellement qu'il emploiera tous les moyens nécessaires pour empêcher que les forces de gauche ne triomphent dans les pays de la région.

Un autre Cuba

Cuba, ils ne l'ont pas dégrégé. Ayant quasiment perdu le plus petit espoir de « sauver » ce pays, ils misent, avec le vertige rancunier qu'on leur connaît, sur tout ce qui pourrait avoir de près ou de loin un air de liberté, un air de libération. Mais, libération, traduit en langage courant, cela signifie que Washington, fidèle à son histoire, se propose d'agir dans la région comme si c'était un territoire sous son mandat, réduisant les pays situés là, à la condition de « république bananières ».

Mais la Baie des Cochons, dans laquelle se mirait la Révolution cubaine, était si profonde que les « professionnels du débarquement à l'improviste » là où ils n'étaient pas invités n'ont pu qu'y noyer leur chagrin.

Le Nicaragua sandiniste a rouvert leur plaie douloureuse. La Maison Blanche déclare à l'Agence France-Presse, en mai 1984, par la voix de son actuel-président : « Ce que nous observons dans le Sud, est la preuve des forces mises en œuvre par Cuba... et l'Union soviétique. »

Contadora

Le groupe Contadora n'est pas le seul à réfuter cette thèse simpliste : « Les raisons de la crise actuelle en Amérique centrale, s'enracinent dans les conditions sociologiques de la zone. A ce niveau, personne n'oserait définir cette crise en termes de reflexe mécanique de la confrontation Est-Ouest. » (Chancellerie mexicaine du Conseil de Sécurité, ONU, mai 1984.) Miguel de la Madrid ajoute dans une entrevue : « Je crois que si nous réussissons à établir la paix dans la zone et le respect de l'autodétermination du Nicaragua, c'est notre propre souveraineté que nous affirmons. »

Les Etats-Unis prétendent officiellement soutenir l'action du groupe Contadora en faveur de la paix dans le secteur. Quelle serait la situation s'ils ne la soutenait pas ! Et quelle malheureuse coïncidence que la re-

crudescence des attaques des *Contras* au moment des réunions du groupe Contadora.

Les intérêts / un canal

Les intérêts nord-américains et transnationaux sont bien trop grands et trop précieux pour qu'ils les laissent se dégrader, et ils n'ont pas abandonné l'idée de percer un jour ce fameux canal Atlantique-Pacifique qui passerait par le lac du Nicaragua, d'autant plus que l'accord avec Panama sur le canal prend fin en 1997...

Une raison comme une autre pour acquérir de nouvelles bases au Honduras, ou au Costa Rica. A Puerto Rico, c'est déjà fait. Les *Marines* s'y entraînent intensivement « au débarquement ».

Un scénario

Imaginons ce débarquement au Salvador, par exemple, dans un premier temps. Ce serait un bon début. C'est que depuis la Grenade, le commerce de l'invasion est en sommeil... Et puis, c'est comme au cinéma : pour une bonne prise, il faut tourner plusieurs fois la même scène. « *Moteurs, ça tourne, les Gls débarquent, plan 1984, 22*...* » Salvador ? Nicaragua ? Ce ne sont pas les lieux de tournage qui manquent. Tout, mais pas au Tribunal de La Haye. Le grand acteur cow-boy hollywoodien a retiré son cheval de la bataille. L'éclairage ne lui convenait pas ! Le scénario se déroule, précis, jusqu'au moment de la grande scène : la solution finale au problème nicaraguayen.

Des dizaines de millions de dollars pour acheter une armée de mercenaires. Quelques-uns ont déjà beaucoup tourné dans ce décor. Les ex-gardes somozistes ne pouvaient mieux espérer : dans le massacre en tout genre, il n'y a pas de chômage. Ça montre bien que « quand on veut travailler, on trouve toujours ». Assassiner tout ce qui est instituteur ou médecin, empêcher la vaccination, détruire maisons et récoltes, enrôler de force les gens dans la contre-révolution, s'attaquer aux coopératives... Pour le mieux des spécialistes *made in CIA* s'en chargent bien.

Des armes pour les révolutionnaires de la région ?

Mme Kirkpatrick n'hésitera pas à déclarer le 15 avril à l'ONU : « le minage des ports était légal, étant donné les agressions du Nicaragua contre ses voisins ». Mais, ils étaient tellement sûrs de leur bonne foi qu'ils ont préféré ne pas aller le répéter à La Haye. Et puis, le Nicaragua livrerait des armes au Salvador par la côte atlantique. Ce serait assez original. Et,

d'autre part, avec le survol régulier d'avions-espions des Etats-Unis et le matériel de détection installé au Honduras, ce serait assez démoralisant pour les capacités américaines.

Un aéroport

Des manœuvres de 20 000 hommes aux frontières du Nicaragua et du Salvador servent de prétexte pour construire deux aéroports honduriens aux frontières. Ils n'avaient pas attendu l'achèvement de celui de la Grenade pour se sentir menacés, quasiment envahis... Deux poids, deux mesures, mais le gouvernement américain n'est pas à cela près. Surtout quand c'est le contrôle sur toute une zone qui est en jeu. Ces manœuvres sont, de plus, une couverture facile pour les attaques des *contras* au Nicaragua. Les hélicoptères nécessaires pour l'approvisionnement sont déjà sur place.

L'Eglise

En quelque sorte, tout le dispositif se ronge pour le jour J au Salvador et au Nicaragua. Ce n'est pas la hiérarchie catholique qui s'en plaindra. Elle avait déjà attendu, en 1977, l'engagement des secteurs bourgeois non somozistes aux côtés du FSLN pour commencer à dénoncer les assassinats quotidiens commis par les somozistes, l'oppression, la famine, l'état de santé catastrophique des deux tiers de la population. Elle retire aujourd'hui son soutien au gouvernement sandiniste et son leader se propose d'être le véritable chef de file de l'opposition. Sous Somoza, il n'y avait pas sans doute de censure de la presse puisque la hiérarchie catholique ne s'en était pas émue, pas davantage que l'absence d'élections. Elle ne serait pas la dernière à soutenir un gouvernement provisoire factice installé par les *contras* sur quelques km² de territoire.

La guerre

Miner le soutien populaire et tenter par tous les moyens d'empêcher la tenue des élections, c'est la première étape avant le « grand jeu démocratique des militaires nord-américains ».

Près de 2 000 Nicaraguayens tués, 200 millions de dollars de pertes économiques, c'est un premier bilan. C'est une guerre d'usure davantage qu'une guerre de position, une guerre économique dans l'espoir de développer, d'une part la spéculation, d'autre part les revendications populaires, saper la base même de la révolution.

La désinformation par des accusations répétées de la presse sur des faits invérifiables, sans précisions, mais qui jettent le trouble dans certains milieux démocrates étrangers, comme celles de disparitions, d'arrestations, de tortures contre des syndicalistes de l'opposition... Des noms sont cités, mais jamais la ville d'origine ou le lieu de travail. *La Prensa* et *Le Monde*, sous la plume d'un journaliste qui n'a pas daigné signer, titrent « *L'Aveu* » à propos de l'affaire Luis Mora qui, selon eux, aurait été contraint à des déclarations pro-sandinistes à la télévision par la torture, le lavage de cerveau.

Mais ils ne semblent pas avoir remarqué l'attitude souriante de Luiz Mora, ses plaisanteries sur ses collègues de *La Prensa*, ses imitations de leurs voix. Ils ne semblent pas avoir écouté toutes les précisions qu'il a données, pas avoir prêté attention à la querelle qui avaient violemment opposés quelques jours plus tôt, Mora à ses collègues.

Les « auto-attaques »

Des manœuvres d'« auto-attaques », consistent à faire tirer par la *Contra*, à partir du Costa Rica, où ils sont basés en grand nombre, sur ce territoire, pour accuser aussitôt le Nicaragua d'agression, de menace d'invasion... Un prétexte pour que, par exemple, le Costa Rica puisse déclarer la guerre officiellement. Et comme ce pays n'a pas d'armée constituée, les « sauveurs » professionnels pourraient enfin débarquer. Mêmes manœuvres du côté Honduras. Mais si le gouvernement est ravi de l'installation des *Marines* américains, le Costa Rica, pour l'instant, via Contadora, se fait encore tirer

l'oreille. 50 000 Costaricains ont manifesté leur soutien aux Sandinistes le 16 mai dernier. Et, au Honduras, le soutien populaire s'oriente davantage dans cette même voie que vers la position du gouvernement hondurien. Divers secteurs politiques et sociaux veulent tenter de contenir la conspiration qui prétend les lancer dans une aventure belliqueuse.

Un gouvernement contra

Une autre phase de la stratégie, une autre tentative qui pourrait également déboucher sur « un appel à l'aide » opportun : ce serait d'installer un gouvernement provisoire dans un village occupé par la *Contra*. Mais les Sandinistes ne se prêtent guère à ce genre de farce dérisoire. Les *contras* ne sont pas parvenus, depuis trois ans, à occuper ne serait-ce qu'un recoin du territoire qui pourrait donner le change. A San Juan del Norte, ils n'ont même pas eu le temps d'emménager !

Les élections

Les plus optimistes pensent que, jusqu'aux élections américaines, « ils » ne bougeront pas. Mais c'est oublier qu'un de leurs objectifs est d'empêcher les élections au Nicaragua qui ont lieu deux jours avant les leurs, pour justifier une intervention directe massive. Jusque-là, ils vont essayer dans toutes les directions, afin de pousser les Sandinistes dans leurs retranchements, essayer de fragiliser la révolution, espérant qu'elle craquera d'elle-même.

Un peuple en armes et en lutte

Au Chili, même l'engagement populaire était moins décidé, moins organisé. Il leur a fallu pourtant des bombardiers pour venir à bout du gouvernement Allende...

Au Nicaragua, ce n'est pas seulement d'un gouvernement qu'il s'agit, mais de tout un peuple. Un peuple en armes, décidé à mourir plutôt que de renoncer au pouvoir populaire, plutôt que de renoncer à l'éducation, la santé, la justice, la liberté qu'il s'est construit de ses propres mains. C'est un peuple qui a la mémoire de ce qu'il a vécu d'horreur avant de vivre la solidarité et l'espoir.

« Si Nicaragua vengia, El Salvador vencera, el Guatemala segiera. » La révolution nicaraguayenne est une lumière d'espérance pour les peuples opprimés. Le rêve de Bolivar repris par Sandino n'était-il pas de créer avec tous les peuples d'Amérique centrale une seule nation qui déciderait elle-même de son destin ?

De quoi donner des sueurs froides aux gouvernements et transnationaux américains ! □



L'Alma Sultana, détruit au contact d'une mine

Wintex, l'hiver atlantiste

Document officiel et top secret dérobé par un groupe antimilitariste hollandais. Scénario des manœuvres de l'Otan de 1981.

Dans le numéro 2 de *L'Internationale*, nous avons publié une information sur l'action d'un groupe hollandais qui était parvenu à pénétrer dans des bunkers de l'armée et qui avait saisi des documents « *top confidentiels* ».

On comprend pourquoi ils sont si confidentiels quand on lit ces textes que Onkruid — c'est le nom du groupe — s'est empressé de livrer au public. Ils valent leur pesant de cynisme et de terreur.

L'un des documents est le plan des manœuvres de l'OTAN de 1981, manœuvres désignées cette année-là sous le nom de Wintex. Tous les ans, l'OTAN se livre à l'exercice fascinant du futurisme guerrier pour tester ses moyens et entraîner ses troupes. Pour cela, elle imagine le scénario possible du déclenchement des hostilités.

La lecture du scénario 81 est intéressante, en ce qu'elle montre :

1. que ce n'est pas, d'après les Etats-Unis, et à l'encontre de ce qui est quotidiennement dit, un conflit avec l'Union

soviétique qui serait à l'origine de la guerre nucléaire ;

2. que c'est nécessairement la crise du système capitaliste qui mènerait à la guerre. Les premiers mots du scénario font référence à ce primat absolu de l'économie ;

3. que c'est la résistance populaire à l'exploitation, manifestée par les grèves et les sabotages qui constitue la plus grande menace pour le capital et que contre cela il ne connaît que la logique de destruction qui est toujours la sienne ;

4. que les travailleurs étrangers sont ressentis comme les boucs émissaires, cependant indispensables à l'économie ca-

pitaliste. Leur départ en masse signifierait la désorganisation des économies occidentales ;

5. que tout est prévu dès aujourd'hui et dans tous les détails pour la guerre. Il est vrai que le capital en a l'expérience.

Comme pour les précédents conflits occidentaux, c'est donc bien le système capitaliste lui-même qui programme la mort de millions et de millions d'exploités dans le monde. La logique du système économique capitaliste, c'est encore et toujours, et partout, la guerre. La seule résistance possible, c'est la guerre de classe.

Le plan

Introduction aux manœuvres de Winter 81.

Les informations données dans ce scénario, sont bien sûr fictives.

International

La crise économique, qui a débuté en 1979, s'est encore aggravée et étendue. Elle a atteint un point culminant lors du dernier trimestre 1980 — l'une des principales causes étant l'augmentation des prix du pétrole.

Le monde industrialisé occidental (CEE, Canada, Japon) n'est pas parvenu à une solution négociée, homogène et globale, du problème de l'énergie.

La récession économique importante a causé dans la plupart des pays ouest-européens, aux USA et au Canada des tensions sociales qui ont des incidences sur les relations entre les membres de l'« Alliance bleue ».

Certains des Etats-membres ont fortement réduit leur budget de défense et ne peuvent plus respecter leurs engagements et leurs tâches au sein de l'Alliance, ce qui n'est guère favorable à l'« Alliance bleue ».

A la fin novembre 1980, il est étonnant de constater que le « Pacte orange » et l'Iran, malgré leurs relations très distantes, concluent un accord pétrolier qui renforce le soutien financier et technique accordé à ce pays afin de lui permettre d'augmenter sa production au profit d'« Orange ». Ce qui entraîne comme conséquence que la pression d'« Orange » sur les autres pays pétroliers du Moyen-Orient grandit.

Au sein de l'« Alliance bleue », les pays producteurs de pétrole (parmi eux, la Grande-Bretagne, la Norvège, les Pays-Bas) sont soumis à des pressions externes et internes les incitant à accélérer la production de gaz et de pétrole de la Mer du Nord.

L'instabilité croissante régnant au Moyen-Orient conduit les USA à la décision de stationner de manière permanente dans l'Océan Indien, à proximité du Golfe Persique, une importante unité navale : la *Task Force*.

En décembre 1980, les pays non alignés présentent à la réunion plénière des Nations-Unies une résolution qui de-

mande au monde, sous une forme quasi désespérée, la dissolution de toutes les alliances militaires.

La résolution qui est signée également par une partie des pays du « Pacte Orange » est adoptée, grâce au soutien d'« Orange », à une majorité écrasante.

Par la suite, le « Pacte Orange » utilise aussitôt cette « Résolution de décembre » pour demander le retrait immédiat des unités navales américaines croisant dans l'Océan Indien, faisant référence à l'*US Task Force*. Parallèlement se développe une campagne particulièrement agressive contre l'« Alliance bleue », qui fait allusion aussi à la situation économique difficile existant dans les différents pays.

Pays-Bas

Les tensions internationales sont naturellement suivies avec attention par les médias en Hollande. Divers mouvements pour la paix mènent une action pour le maintien de la paix mondiale. Le gouvernement et le Parlement tentent, par des mesures d'économie, de contrôler la crise économique.

Les forces progressistes au sein des différents partis insistent surtout sur la nécessité de réduire le budget de la Défense. D'autres au contraire demandent son renforcement, vu la situation internationale alarmante. Ces groupes politiques sont des adversaires décidés de toute mesure d'économie dans le domaine de la Défense, afin que la Hollande puisse continuer à honorer ses engagements vis-à-vis de l'Alliance.

Janvier 1981

International

La situation au Moyen-Orient menace de devenir explosive du fait d'actions militaires du Yémen du sud contre le nord. Oman se sent aussi menacé et, suite à la requête explicite du Sultan d'Oman, les Etats-Unis dirigent la *Task Force* stationnée dans l'Océan Indien vers les eaux territoriales d'Oman.

L'Arabie Saoudite demande aussi une aide militaire, ce qui est honoré par les Etats-Unis par l'envoi de conseillers militaires et de matériel. « Orange » réa-

git par une lettre à tous les signataires des « Accords d'Helsinki » où il demande l'application immédiate de la « Résolution de décembre 1980 ».

Les Pays-Bas

Les discussions politiques concernant la crise économique, les restrictions budgétaires, le contrôle des armements et la paix s'intensifient. C'est aussi une conséquence de la « Résolution de décembre » des Nations-Unies, les Pays-Bas s'étant abstenus lors du vote de cette résolution.

Des groupes d'actions exercent une pression sur le gouvernement et le parlement pour que les Pays-Bas se retirent de l'« Alliance bleue ».

Février 1981

International

« Orange » multiplie ses activités pour obtenir l'application de la Résolution de décembre. La Turquie et la Norvège sont invités, en tant que pays voisins, à s'abstenir de toute activité pouvant altérer les relations de bon voisinage, et à s'abstenir de tout soutien à l'« Alliance bleue ». En ce qui concerne la Norvège, le prétexte de cette mise en garde est sa participation à un exercice combiné avec la Grande-Bretagne et les Pays-Bas dans les eaux norvégiennes.

Le 3 février, un incident international sérieux se produit : lors d'un vol régulier vers Moscou, l'avion d'une importante compagnie aérienne occidentale quitte le corridor aérien autorisé, suite à un ennui du système de navigation.

L'avion est contraint à atterrir par des chasseurs d'« Orange ». Il manque son atterrissage et l'on déplore de nombreux morts et blessés. Les diplomates et représentants des consulats se voient refuser l'accès au terrain d'atterrissage où a lieu l'accident, ainsi qu'aux hôpitaux où sont admis les blessés. La Croix-Rouge se heurte au même refus. Les survivants sont soignés, mais de manière particulièrement inamicale. L'équipage est accusé d'espionnage.

Ceci suscite naturellement la colère et l'indignation de l'opinion publique dans les pays occidentaux. Peu après, les

Wintex, c'est le nom de code pour l'exercice d'Etat-major de l'Otan qui a lieu tous les deux ans et qui regroupe tous les pays-membres. C'est un exercice en chambre, ou plutôt en bunker, ce qui signifie que tous les mouvements de troupes, bombardements etc., sont exclusivement sur le papier.

Les grandes lignes du scénario sont données à tous les participants, mais celui-ci est adapté à chacune des instances, celles-ci ne sachant que ces grandes lignes et ce qui les concerne directement.

A Wintex s'associe l'exercice Cimex qui concerne les autorités civiles et qui fait disparaître dans les bunkers ministres, maires, fonctionnaires, etc.

avions militaires d'« Orange » violent pour la quatrième fois, et avec succès, l'espace aérien de la Turquie. L'aviation turque contraint deux avions militaires d'« Orange » à atterrir sur une base militaire. Cet incident entraîne d'importantes difficultés diplomatiques entre la Turquie et « Orange », d'autant plus que la Turquie refuse de rendre les avions et les équipages sans la garantie que l'espace aérien turc sera respecté à l'avenir.

Les dirigeants d'« Orange » proposent une nouvelle fois à la Norvège un plan concret d'exploitation commune des ressources pétrolières des côtes du nord de ce pays. L'Islande se voit confrontée à une démarche concernant les bases américaines sur l'île : si l'Islande ne dénonce pas tout de suite les accords concernant l'installation de bases américaines sur l'île, l'approvisionnement en pétrole sera stoppé.

Le Danemark est soumis à des pressions lui intimant de réviser les « Accords Sund » qui obligent les Pays de l'Est à informer par une note le gouvernement danois avant le passage dans le Sund de plus de trois navires de guerre.

L'augmentation des activités militaires d'« Orange » le long de la frontière turque et de la côte nord de la Norvège, et la pression politique exercée par le « Pacte Orange » sur les gouvernements de ces deux pays, amènent ceux-ci à saisir le Conseil de l'« Alliance

bleue » d'une demande d'envoi de troupes d'assistance mobiles vers ces régions.

Le 19 février, après délibération avec les pays membres, le Conseil décide de fournir ces unités en Turquie et, le cas échéant, en Norvège.

Dans un communiqué officiel de « *Bleu* », cette décision est expliquée précisément, et « *Orange* » est invitée à ne pas entraîner à l'escalade d'une situation déjà tendue.

Le Comité Consultatif du « *Pacte Orange* » est convoqué en séance extraordinaire et réagit le lendemain par un communiqué, rédigé en termes très agressifs, condamnant le comportement de « *Bleu* ». Toute la responsabilité est rejetée sur « *Bleu* », et le retrait immédiat de toutes les unités mobiles et de la VI^e flotte croisant en Méditerranée est exigé.

RAPID DEPLOYMENT FORCE

Usa

1978/1979

Lieu d'intervention : Golfe Persique, Océan Indien
150 000 marines et soldats

230 avions, 4 navires de guerre, 16 croiseurs

Porte-avions « *Nimitz* », « *Kitty Hawk* », « *Midway* »

Des centaines de B-52 et de FB-111

Bombes nucléaires tactiques

Effectifs secrets

15 milliards de dollars

Dans le même temps, des manœuvres navales d'« *Orange* » dans la Mer de Berents sont annoncées, avec des munitions réelles. Lors de ces exercices, des incidents se produisent avec des bateaux de pêche anglais ainsi qu'avec des navires ravitaillant les plate-formes pétrolières norvégiennes de Fisk.

Entre-temps, divers pays de l'« *Alliance bleue* » développent une offensive diplomatique vers certains pays non-alignés. Bien qu'« *Orange* » réagisse de manière positive sur le moment à ces pas faits sur le plan diplomatique, on n'assiste pas à une réduction de l'activité militaire, ni des attaques de la presse d'« *Orange* ». « *Bleu* » y est condamné pour son refus obstiné d'appliquer la « *Résolution de décembre* ».

Le 23 février, une note rédigée en termes agressifs et peu diplomatiques est remise par les ambassadeurs d'« *Orange* » à Copenhague au gouvernement danois et exige une révision immédiate de la position danoise concernant la traversée du Sund et du Kattegat par les navires militaires.

Du fait de l'augmentation croissante de l'activité militaire d'« *Orange* » dans la Mer de Bérents, à la frontière de la Norvège et à la frontière turque, le Conseil de l'« *Alliance bleue* » décrète, le 26 février, l'état de « *Military Vigilance* ».

La Grande-Bretagne décide en conséquence de renforcer ses unités sur le sol européen. En même temps, le Conseil invite de nouveau les pays du « *Bloc Orange* » à une conférence au sommet pour apaiser les tensions.

« *Orange* » réagit de manière conciliante aux messages des représentants diplomatiques. Le Conseil de l'« *Alliance bleue* » recommande de revenir sur la décision de renforcer les unités anglaises sur le continent. Les négociations diplomatiques et le pas fait par « *Bleu* » concernant le renforcement des troupes sur le continent n'amènent pas la détente attendue.

Des mouvements de troupes du « *Bloc Orange* » donne une image inquiétante des intentions du « *Bloc Orange* ».

Les Pays-Bas

Début février, le gouvernement décrit au Parlement sa vision de la situa-

tion internationale. Il la décrit comme très sérieuse. Le gouvernement s'engage à respecter ses engagements au sein de l'Alliance.

Suite à la décision du Conseil de l'« *Alliance bleue* » de fournir de l'aide militaire à la Turquie et à la Norvège, le gouvernement néerlandais met à disposition des unités navales et aériennes.

Le Sénat exige une déclaration du gouvernement. Dans cette déclaration, le gouvernement esquisse une description de la situation internationale et exprime son inquiétude. C'est la raison pour lui de tenir ses engagements par rapport à l'Alliance.

Lorsque l'état de « *Military Vigilance* » est proclamé le 26 février, le premier Ministre exprime, dans son entretien télévisé hebdomadaire, la profonde inquiétude du gouvernement néerlandais concernant la situation internationale. Il explique les conséquences de la décision du Conseil de renforcer militairement l'Europe, et plus particulièrement le rôle des Pays-Bas comme port de départ et de transit.

Un clair sentiment de tension s'exprime par des meetings tenus pour et contre la position adoptée. Des actes de sabotage contre les installations portuaires, les voies ferrées et les installations des PTT renforcent les oppositions.

Le chef du Gouvernement annonce avec solennité que, vue la situation internationale, les Pays-Bas sont contraints de prendre des mesures préventives pour se préparer au pire, tant sur le plan économique que politique ou militaire.

Il annonce que les mesures suivantes ont été prises :

• **Etat d'alerte (26 février 1981)**

• **Pré-mobilisation**

Ce qui comprend :

— *Proclamation de la décision royale concernant le danger de guerre* : c'est indispensable pour créer les bases légales pour réagir dans une situation exceptionnelle (lois d'urgence qui peuvent être décrétées si nécessaire) ;

— *Rappel des vacanciers* : mesures permettant une mobilisation rapide ;

— *Consignation limitée* : concerne la protection civile, les services provinciaux et communaux ;

— *Préparation du rationnement, du contrôle des prix, interdiction de faire des stocks* ;

— *Préparation de la limitation du crédit*. Limitation de l'octroi de crédit, de même que de la jouissance de crédits déjà accordés ;

— *Préparation du moratoire bancaire* : limitation du maximum du retrait d'argent auprès des banques et des instituts bancaires ;

— *Préparation du service de délivrance d'argent en cas de nécessité* ;

— *Préparation du service main-d'œuvre nécessaire en cas d'urgence* permettant de satisfaire le besoin en main-d'œuvre pour renforcer ou créer les services nécessaires, ainsi que pour les entreprises vitales.

Les troubles (sabotages et manifestations) continuent dans notre pays.

2 mars 1981

International

Le 2 mars, les Etats-Unis décident d'envoyer des renforts en Europe.

5 mars 1981

International

Activité fébrile dans les Bourses de l'« *Alliance bleue* » du fait de la situation politique internationale.

Pays-Bas

Le soir, le ministre des Finances indique que des mesures ont été prises pour

prendre en main la circulation de l'argent. Il appelle la population à garder sa confiance dans le gouvernement et à considérer comme inévitables les désagréments qui vont sans aucun doute apparaître.

En bref, il a été décidé :

• A partir du 6 mars 1981, les paiements par chèques sont soumis aux mêmes conséquences juridiques que les paiements en moyens légaux ;

• Les retraits sont limités pour chaque personne, sur l'ensemble de ses comptes, à 800 florins par semaine calendaire ;

• Les ressortissants néerlandais conservent le droit de disposer librement d'un montant de 40.000 florins sur leur compte, à l'exclusion des salaires virés ;

• Les crédits ne peuvent être accordés que jusqu'à concurrence d'un montant de 100 000 florins. Les crédits plus élevés sont soumis à l'accord de la Banque centrale des Pays-Bas.

6 mars 1981

Pays-Bas

Du fait de la demande importante du public en liquide auprès des banques et des instituts, et du fait du surcroît de travail occasionné, d'importants retards sont constatés. On ne constate cependant pas de mouvement de panique dans la population.

6 mars 1981, proclamation de la première phase d'alerte. Première phase de la mobilisation. Ceci comprend entre autres :

— *Proclamation possible de l'Etat de vigilance renforcée* ;

— *Consignation des fonctionnaires de la Défense civile.*

Leurs collaborateurs doivent être aussi disponibles à tout moment (vacances suspendues) ;

— *Les services d'urgence des administrations concernant les fonctions vitales du pays sont mis en place* : ils comprennent certains personnels et doivent permettre le fonctionnement des services d'urgence. Les services téléphoniques sont assurés 24 heures sur 24.

— *La surveillance des frontières est renforcée* (frontière belge incluse).

• Mise en état d'alerte partielle de la protection civile (entre autres mise, en place de postes fixes de mesure du service ABC).

• Mise en place du contrôle des prix et interdiction de la thésaurisation.

• Distribution de cartes de rationnement à la population.

• Rationnement de certains produits et des produits pétroliers.

• Application de la loi sur le travail en situation d'urgence.

7 mars 1981

International

Le 7 mars, la Grande-Bretagne décide de renforcer ses unités sur le continent.

9 mars 1981

Pays-Bas

Des sabotages ont lieu contre des installations militaires. Dans certaines grandes villes, entre autres à Amsterdam, La Haye et Utrecht, manifestations pacifistes. Troubles importants parmi les travailleurs immigrés, quelques groupes quittent le pays.

(Texte II, voir remarque.)

• Augmentation du nombre des incidents dus à la subversion et à l'espionnage.

• Destructures légères d'installations militaires.

• Manifestations pacifistes dans les régions fortement urbanisées.

• Propagande d'« *Orange* ».

• Le départ des travailleurs immigrés commence à gêner les transports publics.

• Thésaurisation de certains biens de consommation et de l'essence conduisant à des phénomènes locaux de pénurie.

• Un avion de transport américain s'écrase à l'atterrissage près de Aalsmeer. La mairie est détruite.

10 mars 1981

International

Les premières unités de renforts américains et britanniques arrivent en Europe.

Pays-Bas

Manifestations (non violentes) contre les renforts alliés, en particulier à Amsterdam (Schiphol), Rotterdam et Vlissingen. Actes de sabotage contre des entrepôts militaires.

Tracts distribués à Utrecht, Amsterdam, La Haye, Haarlem, Rotterdam, Enschede, Breda et Assen. Autres actions subversives à Ridderkerk. Ces actions constituent des protestations contre la réquisition de véhicules pour l'armée.

Les travailleurs étrangers commencent à partir en masse et certains secteurs industriels connaissent des difficultés.

Manifestations dans les gares de Haarlem, Amersfoort et Utrecht lors d'importants transports militaires. Des manifestants et des travailleurs immigrés en viennent aux mains. Du fait des manifestations, du départ des travailleurs immigrés et des convois militaires importants, les transports connaissent de sérieuses difficultés en Hollande : désor-



ganisation grave des chemins de fer, la plupart des autoroutes sont interdites aux civils (jusqu'à plus ample informé).

— **Proclamation de la phase d'alerte n° 2.**

— **Phase de mobilisation n° 2.**

ceci comprend :

- *Proclamation possible de l'état d'occupation ;*
- *Proclamation possible de l'état d'exception civil (terminé dès que l'état d'occupation est proclamé).*
- *Mise en place des services civils d'urgence.*
- *Alerte renforcée de la défense civile (les postes de commandement et du service ABC sont pourvus. Réquisition de véhicules et de bâtiments).*
- *Rationnement, contrôle des prix, interdiction de la thésaurisation.*
- *Réquisition de véhicules pour l'armée.*
- *Dispersion des réserves nationales en biens fondamentaux : alimentation, produits industriels, carburants.*
- *Alerte partielle des hôpitaux.*

11 mars 1981

International

Le gouvernement yougoslave invite tous les hommes résidant à l'étranger à rentrer pour répondre à l'ordre de mobilisation.

Les Pays-Bas

Un nombre important de travailleurs yougoslaves, répond à cet appel et s'apprête à partir. Les Turcs et les Grecs partent presque tous. Enormes difficultés dans les chemins de fer et sur les routes principales.

Sabotages contre des entrepôts dans les ports de Rotterdam. Appel à la grève contre les renforts militaires, dans les ports.

- Sabotages contre des entrepôts dans les ports de Rotterdam.
- Incidents dans les gares de Eindhoven, Arnhem, Harde et Apeldoorn.
- Accident d'un camion-citerne transportant des matières chimiques hautement dangereuses. La route Bull-Holten est bloquée durant quatre heures.
- Incendie qui s'étend du complexe militaire de Schijndel.
- La propagande d'*Orange* se poursuit avec une intensité encore plus grande.
- Accidents sur les aéroports (éclairage de la piste d'envol de Schiphol).
- Opérations-escargots, manifestations locales et soutien réduit.
- Refus partiel de la guerre au Quartier Général national de l'Otan et à certains postes de commandement.
- Rappel des travailleurs yougoslaves pour la mobilisation. Problèmes importants sur les routes et dans les trains.
- Problèmes de sécurité pour certains objectifs KSL.
- Cargo d'*Orange* en perdition à Hansweert.
- Appels à la grève et à des actions dans le port d'Amsterdam.

12 mars 1981

International

Difficultés dans la prévision météo, les données des pays d'*Orange* n'étant plus fournies.

Renforts militaires d'*Orange* à la frontière yougoslave.

Pays-Bas

Violentes manifestations antimilitaristes, entre autres à Hengels, Oldenzaal et Deventer.

Chaos dans les gares d'Amsterdam, Utrecht, Eindhoven et Hertogenbosch, du fait de l'importance du trafic (travailleurs immigrés, transports militaires).

Texte II

- Actes de subversion, d'espionnage, de propagande, etc.
- Manque de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs industriels.
- Un blindé tombe d'un train : dégâts

importants dans la gare d'Eindhoven.

- Blocage de la caserne de Boreel à Deventer par des carcasses de voitures en feu. Nombreuses destructions.
- Des manifestations à Hengelot Oldenzaal causent des retards dans les transports militaires d'environ une heure et demie.
- Chaos dans les gares d'Amsterdam, Utrecht, Eindhoven, Den Bosch en rapport avec les départs en masse, surtout des travailleurs et militaires.
- Collision sur le pont de chemin de fer de Velsen, inutilisable durant 14 jours.

13 mars 1981

International

Mouvements d'exode incontrôlés constatés en Allemagne occidentale. Invasions de la Yougoslavie par « *Orange* ». Atterrissages sur l'aéroport et près de Zagreb.

L'Autriche ferme sa frontière avec la Yougoslavie, et à midi celles avec l'Allemagne fédérale et la Tchécoslovaquie. « *Orange* » déclare être contraint de protéger les vrais patriotes yougoslaves contre l'impérialisme américain.

Pays-Bas

Augmentation des actes de sabotage contre des installations militaires. Grève d'une journée suivie par 70 % de la population. Manifestation de masse dans les grandes villes pour le maintien de la paix. La vie publique est en grande partie ébranlée.

Un important groupe de réfugiés (environ 50 000) venu d'Allemagne traverse la frontière du Benelux le soir. En Hollande, ils sont principalement dans les provinces du Limbourg et du Gelderland. Tentative de sabotage et d'occupation des centres de télécommunication. Schiphol est inutilisable pour un temps indéterminé suite à des actes de sabotage contre les digues de Haarlemmeer.

Texte II

- Début de mouvements d'exode incontrôlés en RFA.
- Augmentation des actes de sabotage et de subversion contre des installations militaires et certaines installations civiles.
- Grève d'une journée suivie à 70 %.
- Troubles de la vie civile. Manifestations importantes dans les régions urbaines.
- L'exode des travailleurs immigrés continu.
- 50 000 réfugiés quittent la RFA en direction du Benelux.
- Actions et incidents à Scherpenberg, Spaarndam, Bilthoven sur l'aéroport de Schiphol (10 blessés), Emmen (20 blessés), Rotterdam.
- Les réfugiés allemands passent la frontière à Nieuwe Schans et Zwarte Meer en direction de l'Ouest, en petits groupes.
- Schiphol est inutilisable pour un temps indéterminé suite au sabotage des digues.

14 mars 1981

International

La liberté de mouvement des diplomates de l'« *Alliance bleue* » est sérieusement limitée.

Interdiction de survol des pays d'« *Orange* » par des avions de « *Bleu* ».

Les manœuvres 83

Même scénario, même conflit concernant les bases de l'Otan. Mais la résistance est décrite avec encore plus de détail dans la mesure où les scénaristes ont tiré les leçons des campagnes antimissiles et contre les transports militaires.

La confiance de l'OTAN dans la population n'a, en tous les cas, pas grandie. □



Les ports de l'Allemagne de l'Est et de la Pologne sont interdits d'accès aux navires de commerce sont interdits d'accès aux navires de commerce de « *Bleu* ».

Mobilisation civile dans les pays d'« *Orange* ».

Pression psychologique exercée par « *Orange* » contre « *Bleu* » du fait des mesures prises.

Mobilisation en Autriche.

Pays-Bas

La transmission radio et télévisée des instructions des administrations à la population est troublée de temps en temps. 100 000 réfugiés allemands arrivent dans les pays du Benelux. La moitié environ reste aux Pays-Bas. Beaucoup de personnes quittent la Hollande direction le Sud en passant par la RFA.

Schiphol est réutilisable dans l'après-midi.

Escalade des sabotages, entre autres contre les ponts de chemin de fer de Raalte et Breda. Le trafic entre Breda et Rotterdam est interrompu durant 10 heures environ ; et entre Zwolle et Almelo durant quatre heures.

— **Proclamation de la phase d'alerte n° 3.**

— **Mobilisation phase n° 3.**

ceci comprend entre autres :

- *Tous les postes des services d'urgence civils sont pourvus ;*
 - *Fermeture possible de quelques-uns des émetteurs radio et télé (le plus tard possible) ;*
 - *Proclamation de l'alerte totale pour la protection civile ;*
 - *Mise à disposition totale des hôpitaux ;*
 - *Interdiction des émissions des radio-amateurs ;*
 - *Contrôle des activités de pêche.*
- Texte II (à partir d'ici, texte II unique).**
- Brouillage des émissions radio et télé de « *Bleu* » lors du passage d'instructions du gouvernement ou des informations ;
 - Forte augmentation des cas d'espionnage et de subversion ;
 - 100 000 réfugiés quittent la RFA direction le Benelux ;

- Sabotage du pont de chemin de fer au-dessus du canal de Overijssel près de Raalte (réparations : durée 6 heures) ;
- Sabotage du pont de chemin de fer au-dessus de la Mark, près de Prinsebeek (réparations : durée environ 10 heures) ;
- Destruction d'une ligne téléphonique vers le poste de commandement ;
- Un avion de transport américain s'écrase sur le terrain de Schiphol ;
- Epidémie parmi les travailleurs immigrés dans les gares d'Amsterdam et de Rosendal.

15 mars 1981

Pays-Bas

Incidents touchant les communications : Spijkenisse (= NL 97) et Breda (NL 102) (150600 et 151000). (Ces chiffres correspondent au jour et à l'heure, Ndt.)

- Des groupes locaux de dissidents armés et un nombre limité de forces spéciales mènent des actions (terroristes) contre des objectifs civils et militaires ;
- Sabotage large contre les installations des PTT. Sabotage total des liaisons PTT MSC/PSC ;
- 151000, station de relais PTT près de Breda détruite par un sabotage ;
- 151330, Schiphol-NW Milligen : installations PTT endommagées. Problèmes de communication. Entre autres, plus de transmission radar entre le poste de Leerdam et le centre de contrôle aérien d'Amsterdam et le centre militaire de Nieuw Milligen durant trois heures ;
- 152000, Schiphol : à la suite d'un sabotage, le centre de contrôle aérien d'Amsterdam est inutilisable durant quelques heures. Retard et désorganisation ;
- Dans les zones de mobilisation, les unités et les formations qui arrivent se heurtent à des problèmes de communication ;
- Passages de frontières incontrôlés de réfugiés allemands vers les pays du Benelux et vers la France ;
- Découverte de tentatives de sabotage de stations-radio à Herwijnen et à Schiphol ;
- Sabotage du pont de chemin de fer au-dessus de l'Arne (trafic interrompu durant 12 heures) ;
- Sabotage d'un central de district des PTT (FT 7303). Durée des réparations : 12 heures ;
- Découverte d'une tentative de sabotage de la tour PTT de Maastricht (FS 874357) ;
- Sabotage à Hembrug, trafic interrompu durant 14 jours.

16 mars 1981

- Alerte générale début de la phase de guerre. □

Remarque : Ce document est déjà ancien. Mais il donne une idée exacte du jeu auquel s'amusent tous les deux ans les Etats-majors de l'Otan. Nous l'avons repris d'un journal allemand *Arbeiterkampf*. Ce texte a été largement diffusé en Hollande, par les journaux militants et par le groupe antimilitariste *Onkruid* qui l'avait montré lors d'une exposition itinérante réunissant les documents saisis par le groupe lors d'une action au cours de laquelle ils avaient visité deux bunkers de l'OTAN (voir *L'Internationale* n° 2).

Ce texte est un montage constitué par deux scénarios, l'un destiné aux télécommunications néerlandaises, l'autre vraisemblablement à la protection ou à la défense civile. Ce deuxième texte est désigné sous l'appellation *texte II*. Nous concluons cette publication avec la déclaration de l'état de guerre du 16 mars, la suite étant constituée d'une succession d'attaques aériennes. Le peu d'enthousiasme auquel l'Otan s'attend de la part du peuple hollandais, en cas de conflit, continue cependant à faire l'objet de mentions régulières dans cette dernière partie du texte.

Enfin, comme nous ne sommes pas spécialistes des affaires guerrières, on pourra constater quelques imprécisions de traduction. Nous pensons cependant que celle-ci reste assez claire et fidèle. □

Sur le front des prisons

Chers camarades, Je vous remercie pour votre engagement de solidarité avec les prisonniers politiques. Je vous écris en italien, et je ne sais pas si vous réussirez à comprendre, mais je vous garantis que j'ai cherché — inutilement — à écrire en français. Et, tout ce qu'il en est sorti, c'est un langage inexistant que ne comprendrait ni un Italien, ni un Français. C'est pour cela que j'ai préféré écrire finalement ainsi que me l'a appris ma mère.

J'ai reçu plusieurs cartes de doux camarades, de certains aussi qui ne me connaissent pas. Ils m'ont envoyé leur salut et ont offert de m'aider. Toutes les propositions de correspondances politiques m'intéressent, c'est clair, puisque je suis isolé pour le moment et sans aucune possibilité de confrontation avec tout ce que je suis en train d'élaborer. Je pense, qu'en tout cas, ma réflexion est de toute manière partielle puisque, pour tout communiste, sa propre contribution subjective ne trouve une globalité qu'à l'intérieur d'un débat global. Cela n'empêche pas un engagement de ma part que j'assume, à travers mille difficultés, depuis le premier jour de mon incarcération.

J'ai encore en tête les échos du débat que le mouvement a produit durant cette dernière année, mais c'est un débat auquel j'ai participé activement. Aussi, il ne m'est pas difficile de proposer des synthèses organiques, mais, d'autre part, je me rends compte que le temps passe, et pas inutilement, puisque les questions qui sont centrales dans cette phase connaissent quotidiennement des approfondissements intéressants de la part de tous les collectifs de révolutionnaires en Europe. C'est pourquoi je crois que mon actuelle partialité objective peut être compensée par une communication politique avec vous et par le fait de recevoir des revues et des livres révolutionnaires. Ainsi cela sera mieux, car si j'ai des points de référence auxquels me rapporter, je ne raisonnerai pas à vide !

Les points sur lesquels j'estime opportun de débattre sont :

- un schéma d'analyse général du système impérialiste mondial ;
- une configuration générale de la théorie-praxis du mouvement révolutionnaire dans l'occident capitaliste dans cette phase.

Ce sont deux questions liées, parce que la clarté de l'analyse de l'impérialisme nous permet de comprendre ses contradictions et de travailler à sa destruction. La clarté de la théorie-praxis révolutionnaire nous donne la capacité de construire la conscience et l'organisation politique du prolétariat.

Concernant ces deux questions, il est possible d'arriver aujourd'hui, à la lumière du dépassement, mais aussi à une continuité avec les expériences révolutionnaires européennes passées, à une série de points établis qui constituent justement les schémas généraux de l'analyse de l'impérialisme et de la théorie-praxis révolutionnaire dans cette phase. Points sur lesquels mesurer les niveaux réels d'homogénéité et d'unité atteints par les expériences révolutionnaires actuelles et desquels partir pour un débat concrètement international sur la stratégie et la tactique.

Pour le moment, je m'arrête là, dans le sens que pour une proposition plus articulée de débat, je garde tout

pour une prochaine lettre que je vous envoie dès que vous m'aurez répondu à celle-ci.

En ce qui concerne les revues. *L'Internationale* (dont j'ai reçu seulement le numéro 6, il me manque le 4 et le 5), *Il Bollettino* (à partir du numéro 8 compris et la suite) et *Agit Prop* (les numéros disponibles) me sont indispensables... Je voudrais mettre pour vous un point au clair : il concerne la censure qui me bloque souvent arbitrairement et pour de longues périodes, ou définitivement, courrier, revues etc. Je n'ai jamais la garantie que tout ce que j'envoie, arrive à destination et vice-versa. Ceci sera toujours pour moi un point de lutte auquel je ne renoncerai pas, parce que je n'entends pas m'adapter à une vie carcérale végétative du fait de la privation d'une correspondance régulière avec l'extérieur, avec les autres prisonniers politiques français et avec les revues révolutionnaires.

Mais pour ceci comme pour d'autres choses, la lutte suivra ses formes, ses contenus et ses temps objectivement et politiquement nécessaires. Je crois de toute façon que la censure et le reste de ma condition de détention, marquée par l'isolement est davantage le fruit d'une répression de forme hystérique que d'une répression de forme scientifique. Je parle de forme puisque le contenu de la répression est toujours raisonné, tandis que sa forme dépend du niveau de l'affrontement révolution/contre-révolution. C'est la simulation de la guerre que l'Etat du capital crée quand sur son territoire il y a la présence de pratiques et de sujets révolutionnaires. C'est le jeu pesant du terrorisme d'Etat, qui a déjà, en Italie et en Allemagne, une longue histoire. Ce sont les pièges tendus par l'Etat, dans les territoires métropolitains de l'impérialisme, pour détourner les révolutionnaires de leurs réalités politiques globales et les pousser sur le chemin de l'affrontement militaire entre les structures de répression de l'Etat (police, magistrature, prison) et les organisations révolutionnaires. Une voie où les communistes ne peuvent être que perdants durant la phase actuelle.

Les communistes sont une partie du prolétariat, son avant-garde, sa fraction organisée. Leur fonction, c'est de travailler pour l'unité et l'organisation de tout le prolétariat. Elle est donnée par leur nature-même, et les terrains que cette fonction mobilise, dans une phase déterminée, dépendent du rapport de force entre bourgeoisie et prolétariat. Dans les territoires métropolitains de l'impérialisme, le rapport de force est lourdement en faveur de la bourgeoisie, non pas parce que le prolétariat n'a pas de motifs de rébellion (au contraire, aujourd'hui, il en a plus que jamais), mais parce que celui-ci est privé par la violence de points de référence et que sa mémoire de lutte, d'unité et de conscience politique est attaquée, ramenée à zéro, effilochée et réprimée par 15 années de restructuration, de répression, de criminalisation et de médiation révisionniste-social-démocrate de ses luttes.

Renouer les fils cassés de la mémoire collective du prolétariat, travailler pour le développement de sa conscience et de son unité politique, signifie aujourd'hui ouvrir de nouveaux parcours de pratique révolutionnaire pour la construction de points stables de référence.

Tout cela est nécessaire et ne devient possible qu'en agissant de façon globale

et dialectique, sur tous les terrains et avec tous les instruments historiques de la lutte révolutionnaire. Les terrains de la connaissance, de la construction et de la destruction, les instruments de l'analyse marxiste, la politique révolutionnaire, la lutte armée.

En Italie, les pratiques terroristes de l'Etat ont réussi à détourner beaucoup de camarades d'un terrain de pratique correcte. En identifiant l'Etat au capital, le mouvement révolutionnaire avec la classe, on a donné vie à des pratiques militantes et subjectivistes dont le résultat est aujourd'hui le *repentir* de quelques-uns et la dissociation-reddition d'autres politiques, désormais ex-révolutionnaires. Mais c'est une leçon que nous avons apprise, et je crois aussi dépassée. Le débat politique de toute l'année dernière en Italie, en est la claire démonstration.

Moi-même, ici, en France, je ne me considère pas comme un détenu spécial. Je suis un sujet politique. non pas parce que l'Etat fait, pense et pratique contre moi, mais parce que je réponds à ces attaques. C'est-à-dire parce que j'agis en fonction d'avant-garde révolutionnaire et à l'intérieur de la prison et en dehors d'elle. Pour le reste, je suis l'un des 42 000 détenus français ou, mieux, de la partie prolétaire de ceux-ci, qui subissent un niveau de répression qui, par certains aspects, est semblable à celui qui s'exerce contre les détenus politiques en Italie.

Heureusement qu'en France, « *il n'y a pas* » de prisons spéciales, sinon qu'est-ce que cela serait ? Mais, plus sérieusement, je pense qu'en France, il n'existe pas de questions sur les « *sections spéciales* », parce que dans la social démocratie mitterrandienne, la normalité est déjà spéciale : ici la prison, la législation, la magistrature, sont organisées en terme de répression préventive du prolétariat. Préventive à l'égard de sa prise de conscience politique et de l'unité de sa lutte. Il est donc plus correct de parler de contre révolution préventive.

En Europe occidentale, de territoire en territoire, les formes changent, mais pas les contenus de la répression du prolétariat. Si, en Italie, territoire moins avancé que la France, la contre révolution préventive a eu, pendant un certain temps, un développement limité, tant il est vrai que depuis 1970 l'Etat, pour faire front au mouvement révolutionnaire, a dû tout « *spécialiser* », dans la lance « *social-mitterrandienne* » des années 80, la contre révolution préventive, héritée de la droite, n'est pas seulement acceptée, mais elle gagne aussi en puissance. Le tout est justifié, ou mieux mystifié, par la très personnelle et arbitraire conviction des socialistes français que, dans cette phase, les intérêts du capital coïncident avec ceux des prolétaires.

Evidemment il n'existe pas de contradiction de classe, au contraire, et peut-être pas non plus de classes, et l'unique décision sociale, à ce point, se situe entre les *bons* et les *méchants*. Alors il est clair qu'il n'existe pas de délit politique, pas non plus de motivation sociale du dit *délit commun*. Donc, tout délit se paie chèrement par des conditions de détention inhumaines... Justement la société des *bons* et des *méchants*, la société des *justes* qui doivent jouir et de ceux qui se trompent et qui doivent payer. Le prolétariat transgressif, antagoniste, rebelle et malfaiteur. Les communistes comme sa partie consciente et révolutionnaire : les *malfaiteurs* par excellence.

Hélas (pour eux), la réalité est plus que jamais, et de plus en plus dramati-

quement, celle du mode de production capitaliste qui a produit, produit et produira tant que le prolétariat n'aura pas fait la révolution, la division de la société en une classe qui exploite et une classe qui est exploitée.

Je pense que le prolétariat français « *allait mieux quand c'était pire* ». Je veux dire qu'avec la droite, au moins, tout était plus clair. Avec la social-démocratie mitterrandienne, la mystification de la réalité quotidienne atteint ses niveaux les plus infâmes. En Italie, nous disons, en nous référant aux cortèges prolétaires guidés par les syndicats et les partis de gauche : « *la social démocratie est l'ennemi qui marche dans ta tête* ».

Chers camarades, peut-être me suis-je un peu trop étendu, et pour cela il vaudrait mieux en revenir aux questions techniques, et puis terminer. Paradoxalement, la prison est l'unique lieu du système capitaliste dans lequel on peut manger et dormir sans payer avec de l'argent, mais où l'on doit malheureusement payer avec une autre monnaie, bien plus importante : **la liberté**.

Avec amour révolutionnaire. Saluts communistes. □

Votre Vincenzo Spano

Tokyo five

Depuis neuf ans, les quatre membres du **Front Armé Anti-japonais** du 19 mai sont emprisonnés, Daidoji Masahi, Ka taoka Toshiaki, Arai Mariko et Kurokawa Toshiaki. un cinquième membre, Ugajin Misaichi, a été arrêté en 1982 après sept ans de clandestinité.

Ce groupe luttait contre l'impérialisme japonais — invasion du territoire des Aïnou et du peuple Okinawa — et extérieur — invasion de la Corée, de la Chine, de Formose, etc. Et il comprenait son combat en relation avec chacun de ces différents peuples. Il refusait ainsi d'être eux-mêmes oppresseurs et victimes.

Le Front se composait de trois unités. Il s'est attaqué à divers monuments, témoignages de l'impérialisme japonais. En août 1974, il tentait d'attaquer le train impérial, mais l'opération échoua. Le 30 août 1974, le groupe a attaqué l'entreprise Mitsubishi. Mais l'attentat fut meurtrier, ce qui amena l'unité à remettre totalement en question cette action. Il continua cependant son combat par des attaques contre Mitsui, Teijin, Hazama-Gumi, des entreprises japonaises importantes.

Depuis leur arrestation, ils poursuivent leur combat en prison et participent activement aux luttes des prisonniers. Le procès a eu lieu en 1979. Deux des membres du Front ont été condamnés à mort. Dans son verdict, le juge a particulièrement condamné l'attentat contre l'empereur.

Aujourd'hui un groupe de soutien « *Free the Tokyo 5 !* » appelle à multiplier l'information et les actions pour sauver la vie de ces deux prisonniers. Le monde entier pense qu'il n'y a qu'un Japon, celui du capitalisme, et qu'un peuple. Or, le Japon est, comme tous les pays, composé d'une multitude de peuples et de communautés. Et la lutte s'organise au Japon comme ailleurs contre l'impérialisme. □

Lettres à L'Internationale

« ... De Longwy à Hunt, une même lutte »

Dans le numéro cinq de *L'Internationale*, des camarades s'interrogeaient « sur quelques événements récents ». Si, ainsi que le faisaient remarquer à juste titre dans ce même numéro quelques camarades des BR (PCC), il est vrai que « la ligne politique est déterminée par l'organisation dans son ensemble et non par sa composante prisonnière », il n'en demeure pas moins vrai que partir de la composante prisonnière peut permettre d'apporter quelques éléments de réponse.

Il est par ailleurs une engeance, s'étendant de « l'aile droite » du mouvement libertaire à « l'aile gauche » des déserteurs, dissociés ou repentis, toutes nationalités confondues, une aire que nous pouvons qualifier de Grothesque et de Scalzonesque. Il semblerait que ces traîtres à la classe aient comme unique préoccupation la diatribe résolument anticommuniste ou la délation à l'égard des combattants. Que cette fange sache qu'elle est justiciable au même titre que les porcs, les salauds et chiens de garde des sus-nommés. Quant aux questions que posaient les camarades au sujet des attaques de la contre-propagande et du processus de guerre psychologique de ces derniers mois :

- la dynamique/dialectique guérilla-Mouvement révolutionnaire ne saurait se limiter, ni même s'arrêter à quelque événement médiatique ou journalistico-policière que ce soit ; la classe disposant d'autres moyens pour mener à son terme la polémique ;
- l'arrestation, la mort d'un combattant, même si elles sont significatives d'un moment de phase, ne préjugent rien de la justesse d'une ligne politique ou de l'issue de la guerre. Elles ne sont qu'événements ponctuels, sans incidence tant tactique que stratégique ;
- notre plus grande carence fut, sans doute, et nous en sommes conscients, de n'avoir pas su, en temps voulu, un : répondre et dépasser ces menées par une production théorique publique posant et clarifiant notre ligne ; deux : étayer cette production théorique par une pratique politico-militaire résolument offensive à l'encontre de l'hydre impérialiste, du capital et de ses gestionnaires socio-ploutocrates. Nous nous devons de tirer



les leçons des erreurs du passé-passif. C'est seulement à cette condition que nous transformerons les défaites d'hier en victoires d'aujourd'hui et de demain.

Nous pouvons néanmoins affirmer aujourd'hui que le Mouvement révolutionnaire dans les métropoles a effectué un saut qualitatif. Alors que s'activait la contre-guérilla, nous ouvrons d'autres fronts.

Tandis que le Kapital crie désespérément à la recherche des solutions à sa crise, le mouvement communiste se donne et s'approprie les instruments de la victoire. La juste exécution d'un Hunt à Rome a la même signification que l'incendie d'un repaire de canailles à Longwy, même si le second n'est que la manifestation spontanée de la forme plus élaborée du premier. C'est la classe qui s'organise et qui met à mal, avec la violence prolétarienne qui lui est propre, les valets de l'impérialisme et les suppôts du capital.

C'est là aussi que doit se situer notre intervention. Il n'est plus possible de se cantonner au rôle de spectateur, même critique. C'est d'acteurs dont a besoin le mouvement antagoniste. Il est plus que temps de choisir son camp et de le rejoindre.

**Pour la construction de
l'Organisation autonome de la classe
Pour le système de pouvoir rouge
Guerre au parti de la guerre
Guerre à la guerre impérialiste** □

Régis Schleicher,
Action Directe
Front des Prisons

« ... L'Internationale des révolutionnaires »

nous a confirmés, dans la pratique, que nos besoins comme nos buts sont les mêmes : nous luttons pour la fin du profit capitaliste, pour la régulation consciente et adéquate de la production, pour la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nous luttons pour la vie !

Pour que l'Homme puisse vivre cette vie, pleinement individuellement, mais la vive comme un moment de construction, de développement, d'épanouissement dans une mosaïque harmonieuse et collective.

Notre lutte est multiforme. Toutes les méthodes d'Action Directe devant « s'ajouter et se multiplier » pour détruire politiquement, militairement, culturellement, socialement tous les rapports imposés par le Capital.

Nous sommes des combattants communistes et/ou anarchistes communistes. Nous savons que la lutte parcellisée, compartimentée, nationalisée, devient stérile. Le capitalisme en récupère les gouttes colorées et se peint un visage de progrès et d'humanisme, surface vernissée qui déforme et nie les bases réelles de notre combat. Notre lutte se veut globale et internationale, pas uniquement dans les mots, mais dans la pratique.

C'est l'affirmation de ce combat qui a cristallisé, créé la cristallisation sur nous d'une inquiétude, peut-être d'une peur : « L'Internationale des Révolutionnaires ».

Les inculpations — vraies et/ou fictives — ne sont qu'une poudre lancée aux yeux pour masquer l'accusation la plus importante et la plus réelle. Un procès politique qu'on va tenter de camoufler.

Nous ne devons pas accepter ce camouflage.

Nous devons exiger d'être reconnus comme des combattants. Nous devons surtout à « l'intérieur » comme à « l'extérieur » continuer ensemble notre combat pour que vive l'Internationale des Révolutionnaires. □

Helyette

« ... Vivons le communisme »

J'ai lu dernièrement le numéro 6. Cela m'a fait plaisir de le recevoir. Je ne vous écris pas pour mener une discussion politique, mais pour exprimer ma solidarité avec votre journal qui dévoile des débats nous concernant tous. Je suis en prison, à Fleury-Mérogis, inculpé de « braquage à main armée » et d'« association de malfaiteurs ». Etant militant d'Action Directe, les conditions de détention sont assez affolantes.

Si je vous dis cela, c'est parce que cela fait 49 jours que je suis à l'isolement à ce jour. Je garde espoir, car je sais que la lutte continue, dedans comme dehors, jusqu'à la victoire. Lorsque je parle de victoire, c'est de l'émancipation du prolétariat de cette vermine qu'est le capitalisme et de l'abolition de tous les Etats, de la propriété privée qui est le refuge du bourgeois, de tous leurs univers stratégiques (armement, nucléaire et autre), et je vous en passe. Vivons le Communisme !

Salutations à tous et à toutes. □
Nicolas



Pour écrire aux camarades prisonniers

- Vincenzo Spano
731 407 - 1^{re} division
1, avenue de la Division-Leclerc
94261 FRESNES M.A.
- Helyette Besse
132 50/C D11R
9, avenue des Peupliers
Sainte-Geneviève-des-Bois
91705 FLEURY-MEROGIS
- Régis Schleicher
219 761 D21
42, rue de la Santé
75014 PARIS
- Nicolas Halfen
130575/E 6315 D2
7, avenue des Peupliers
91705 Fleury-Mérogis
- Claude Halfen
733205 3^e Div.
1, avenue de la Division-Leclerc
94261 FRESNES Cedex □

Pour le regroupement

Des prisonniers d'Action directe demandent le regroupement

Arrêtés ces derniers mois, un certain nombre de militants et de combattants demandent leur regroupement. Ainsi Helyette Besse et Régis Schleicher nous ont envoyé leur demande que nous publions maintenant.

Le statut politique n'est pas un privilège. Il est une nécessité pour des militants qui, dehors, ont orienté toute leur action vers la lutte contre l'exploitation et qui ne perdent pas leur identité derrière les barreaux des prisons. Il correspond à la possibilité de continuer à s'informer, à réfléchir, à mener la discussion ensemble et vers l'extérieur, à continuer la lutte.

Dans le monde entier, les prisonniers politiques ont toujours dû lutter pour obtenir ce qui est une condition même de leur vie. En Europe, dans les prisons de l'Occident, on entasse les prisonniers sociaux, mais on trouve de la place pour maintenir à l'isolement ceux dont on redoute la résistance.

Les prisonniers politiques en Allemagne connaissent dans leur propre vie et dans leur propre tête, le raffinement dont est capable l'Etat pour briser les fortes têtes, fortes de leur révolte, de leur intelligence, de leur sensibilité surtout. Certains prisonniers sont seuls depuis plus de dix ans. D'autres ont connu ce que l'on appelle l'isolement à deux ou trois, qui implique une vie quotidienne à long terme bloquée sur un groupe réduit. Actuellement, l'offensive s'est portée sur les possibilités d'information et de réflexion avec l'interdiction signifiée à certains prisonniers de recevoir des livres et journaux de l'extérieur. Ils sont seuls, sans lecture que celle de la bibliothèque de la taule. Où peut s'arrêter l'isolement ?

En Italie, l'importance du mouvement révolutionnaire a conduit des milliers de militants et combattants dans les prisons. Pas question, donc, d'isolement ? Si, bien sûr. L'Etat italien joue lui aussi avec « intelligence » de l'isolement de certains, du regroupement sélectif d'autres.

Et l'Irlande, l'Espagne, etc., connaissent la même lutte des prisonniers pour leur reconnaissance et leur regroupement politique.

En France, avant 1975, le statut politique pouvait être demandé par toute personne revendiquant son action comme politique. C'est l'Etat, bien sûr, qui ensuite décidait. En 1975, une première restriction était apportée, limitant la possibilité de l'obtention du « statut spécial » aux seuls inculpés relevant de la Cour de Sécurité de l'Etat. Celle-ci ayant été supprimée en 1982, l'Etat pouvait en profiter pour mettre en place la solution qu'il mijotait : tout acte politique devient maintenant un acte « criminel », limité au niveau du fait divers. L'amnistie ayant été accordée, il n'existait donc plus de prisonniers politiques dans les prisons. Ceux qui y retournaient ne pouvaient donc être considérés comme tels. Pour l'Etat géré par la social-démocratie, le tour est donc joué...

Pas pour tout le monde cependant. Puisque, comme dans les autres pays, les prisonniers politiques en France commencent leur lutte. Nous ne savons pas combien de prisonniers ont demandé leur regroupement. Nous demandons à tous ceux qui l'ont fait ou veulent le faire, de nous écrire. □

Les révolutionnaires ignorent volontairement les lois d'une société contre laquelle ils luttent pour la changer radicalement. Leur sens de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, du



Statut des prisonniers antillais

Depuis quelques temps, les emprisonnés militants du MGPI (Mouvement guadeloupéen pour l'indépendance) et de Radio Unité ont obtenu un statut proche de celui de prisonnier politique : ils peuvent se réunir et ont des visites quotidiennes.

En France, Max Salrano et Leila Cassubic ont ce statut. Pour Humbert Marboeuf, on ne sait pas. En Guadeloupe tous ceux qui sont à Pointe-à-Pitre sont dans une même cellule. Rose Faisans Renac, peut se réunir avec les autres prisonniers trois fois par jour. En Martinique, Henri Peratoot et Joël Nankin sont dans une même cellule. Marie-Line Peter a la possibilité de les rencontrer plusieurs heures par jour.

Comme on le constate, la lutte menée par les emprisonnés, lettres, protestations, grèves de la faim n'a pas été vaines. Et si la grève de la faim est la plus spectaculaire, les autres actions dont on a moins parlé n'en sont pas moins efficaces. D'autant plus que le mouvement de protestations des parents, amis, organisations, avocats a fait son chemin.

Certes il y a beaucoup à faire et le plus important est de contraindre la justice coloniale à libérer les prisonniers.

Nous, militants révolutionnaires, communistes, combattants, membres de l'organisation communiste combattante Action Directe, exigeons du gouvernement de ce pays et de son appareil judiciaire :

— que nous soit reconnue la qualité de prisonnier politique et qu'il nous soit attribué le statut spécial correspondant ;

— qu'il soit procédé à notre regroupement avec tout militant politique incarcéré au cours de son combat anti-capitaliste et anti-impérialiste.

Pour le communisme

Front des prisons

bien-être collectif et universel — inclus dans leur éthique — à d'autres exigences que celles d'une société capitaliste basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Notre lutte est par essence hors la loi.

Certains actes peuvent — privés de leur contexte et détachés de leur but réel — être présentés comme de simples manquements à la loi. Il est ainsi possible d'occulter le problème des prisonniers politiques, en les privant de leur identité, en les criminalisant eux-mêmes et le mouvement dont ils se réclament.

La suppression de la Cour de Sécurité de l'Etat — que nous devons saluer — n'impliquant nullement la suppression de cette non-reconnaissance et de cette criminalisation.

Combattante révolutionnaire d'Action Directe, incarcérée à la Maison-d'Arrêt de Femmes de Fleury-Mérogis, j'ai passé 20 jours à l'isolement total et suis maintenant à la Division « isolement ». Pour le moment, aucun permis de visite ne m'a été accordé, mais, à mon arrivée ici, on m'a fait savoir qu'il était probable que, si des visites étaient autorisées, elles n'auraient pas lieu en parloir libre.

Le flou qui entoure la notion de prisonnier politique, non reconnu officiellement, laisse aux directeurs et aux directrices de prison le soin de choisir seuls le statut à appliquer.

Je dénonce cet état de fait et l'application du statut très spécial qui nous est réservé. Je ne demande pas de privilège, mais à être reconnue et traitée pour ce que je suis : une militante politique, une combattante révolutionnaire emprisonnée.

Je sais que la plus grande partie des emprisonnés sont les rebelles de cette société malade. Et je me reconnais en partie dans leur révolte. Mais notre lutte ne s'arrête pas à la révolte individuelle. Elle est une marche vers la révolution, préoccupée de conscience collective, de solidarité internationale, de modification des rapports imposés par le capital, de fin du profit capitaliste.

Je réclame, pour mes camarades et moi-même, la reconnaissance de notre identité de combattants révolutionnaires :

- le regroupement de tous les militants et militantes communistes révolutionnaires et/ou anarchistes communistes, sans distinction de sexe, ni d'appartenance, ni de nationalité ;
- le droit de réunion pour chaque groupe distinct et la possibilité de préparer en commun un procès qui ne saurait être que politique ;
- des permis de visite accordés sans difficultés à nos camarades et/ou amis ;
- des parloirs libres.

Je réclame ce « statut » pour tous les militants politiques incarcérés, quelle que soit leur pensée politique.

Me revendiquant militante d'Action Directe, mouvement partisan de l'internationalisme révolutionnaire, je demande que ce regroupement puisse s'étendre à tous les militants :

- les militants Arméniens luttant pour la reconnaissance de leur peuple ;
- les Corses incarcérés à Paris, les Basques qui luttent pour l'autonomie du Pays Basque du Nord et du Sud ;
- etc.

Je demande aussi que les militants corses, basques, guadeloupéens, etc., ne soient pas déportés de leur terre. Aujourd'hui comme hier, il y a des militants politiques dans les prisons de France. Nous refusons de laisser occulter cette réalité. Nous refusons de laisser criminaliser notre action et nos buts. □

Helyette Besse

Sommaire

Résolution des Brigades rouges pour la construction du Parti communiste combattant

Troisième partie : « La situation politique générale italienne et les tâches du prolétariat. »

Dossier Nicaragua

Acquis de la lutte et menées impérialistes

L'hiver atlantiste

OTAN, les manœuvres civiles et militaires. Document confidentiel saisi dans un bunker par un groupe anti-militariste hollandais

Front des prisons en Europe

Demandes de regroupement de militants d'Action Directe

Les Turcs et Kurdes occupants du Consulat de Cologne demandent leur regroupement

Lettres

Des ouvriers de Cléon

En soutien aux sidérurgistes de Lorraine